

tribune

socialiste



Directeur politique : Gérard FERAN.

Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.

Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :

Michel CAMOUIS - Pierre CELIS - Georges CONSTANTIN - Paul HUBAT - René LANARCHE - Yves LE FOLL - Daniel LENEGRE - Bernard RAVENEL - Lucien SAINTONGE.

PHOTOS : LEBRUN (1, 10, 12) - HORACE (4) - PAPPIS (5) - CHARLOTTE (7) - SEMO (8).

DESSINS : DOB (16) - P.L.B. (14).

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-64.

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 30.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.



■ Il est des semaines où le souffle de l'actualité est suspendu entre deux points chauds et laisse place à un calme apparent. Ainsi ces jours qui ont accompagné le week-end pascal ont paru flotter dans l'indifférence. Hier c'était pourtant Renault et demain c'est le Premier Mai. Ce souffle un instant absent est bien ce calme étrange qui précède l'orage.

Car la manifestation du Premier Mai 73 sera un violent orage pour le pouvoir. Pour la première fois depuis le 1^{er} mai 68, il n'y aura pas de défilé, mardi, mais une manifestation (cf. édito et article de J. Ferlus). L'heure n'est pas à une partie de campagne mais à la formation de l'unité populaire pour le socialisme. Tout concourt en effet à la cristallisation du mécontentement et à la naissance de propositions constructives susceptibles de fournir une alternative à la politique capitaliste.

■ Le premier élément de cristallisation est, bien sûr, l'intransigeance à l'égard des lycéens dont fait preuve depuis son entrée en fonction le gouvernement le plus à droite que la France ait connu depuis Laval.

Le refus permanent de négocier voire d'écouter les revendications lycéennes le paternalisme insupportable du ministre Fontanet (p. 8-9) montrent clairement que l'éducation bourgeoise est l'antichambre de l'entreprise capitaliste.

Le second élément vient de chez Renault (p. 5) où, à partir d'un conflit apparemment marginal, l'insatisfaction ouvrière, le refus d'être un exécutant

anonyme travaillant à des tâches absurdes, se sont développés avec une vigueur imprévue.

Le troisième élément est le rapprochement, facilité par l'effort du PSU pour créer les conditions d'un rassemblement des forces socialistes, entre les divers courants de la gauche et de l'extrême-gauche (p. 12).

Pour toutes ces raisons, le Premier Mai sera chaud.

■ Mais sera-t-il porteur d'avenir ? Chaque partenaire a ici sa responsabilité. Syndicats, partis, mouvements lycéen et étudiant, tous doivent avoir pour objectif une progression des forces anticapitalistes dans leur ensemble. Si la Ligue communiste persiste dans sa vieille tradition antidémocratique (p. 8-9), si des syndicats comme le SNES conservent pour ambition principale de remplacer les écoles actuelles par des casernes démocratiques (p. 10), si d'autres ne cherchent à encadrer le mouvement que pour mieux le récupérer, alors une nouvelle chance aura été perdue.

■ Même si ce danger-là est écarté, reste celui du vide. Car si les revendications quantitatives ouvrières se suffisent à elles-mêmes, en revanche, pour ne citer que ce seul exemple, le mouvement étudiant a grand besoin

de se définir des propositions positives : le seul refus systématique de toute sélection ne fait pas un programme suffisant pour mobiliser « les masses ». A la limite, le soutien verbal et formel que les partis de gauche et d'extrême-gauche apporte aux étudiants, pourrait devenir démagogique s'il persistait à ne pas apporter de solutions constructives à la crise de l'université.

Le travail ne manque donc pas si ce Premier Mai veut être un départ.

■ Malgré la chaude conjoncture française, comment ignorer la situation de certains pays étrangers. Daniel Lenègre explique ce qui se déroule actuellement en Indochine (p. 13); on verra que les soucis que cause à Nixon le scandale de l'espionnage du quartier général démocrate et qui montre comment fonctionne aux Etats-Unis la Liberté avec un grand L, ne l'empêchent pas de remettre en cause chaque jour un peu plus les accords de Paris.

Au Maroc, le silence qui suit les jours d'exécutions politiques ne couvre pas la voix montante de ceux qui reprennent courageusement un combat de libération contre la monarchie pourrie et tyrannique (p. 14). Et en Mauritanie aussi, c'est la chasse aux sorcières (p. 15).

Le 1^{er} mai, nous n'irons pas au muguet.

Jacques GALLUS ■

AUX LECTEURS

Aux lecteurs, mais surtout aux diffuseurs de T.S.

Il y a eu Pâques et son lundi. Le 1^{er} mai tombe un mardi. Semaine difficile pour boucler le journal. Côté technique.

Côté rédaction, quelques trous aussi. On fait le maximum pour que ce T.S. vous parvienne à temps pour les manifs du 1^{er} Mai. Mais on ne sortira pas le journal la semaine prochaine.

Le présent numéro court donc sur 15 jours. Nous vous demandons de maintenir la présence militante et la vente pendant ces 15 jours, au besoin en vous réapprovisionnant. Merci.

Et pensez aux abonnements. Ça rentre bien en ce moment. Le gérant est plutôt de bon poil. Mais faut que ça se maintienne et s'accroisse encore. On tient le bon bout !

B.L. ■

Rectificatif

Les deux pages du dossier Hachette publiées dans « TS » la semaine dernière ont été réalisées avec Gabriel Enkiri et des militants de la CFDT de Hachette Paris, et non pas au nom du « syndicat CFDT de Hachette » qui est un syndicat « national ». A ce propos, les militants des agences de province viennent de se réunir à Poissy pendant deux jours avec leurs camarades de Paris. Ils ont pris la décision importante de constituer un collectif national qui est chargé d'impulser et de coordonner l'action syndicale dans l'ensemble du trust Hachette, associant pour la première fois dans l'action les employés de province avec ceux des établissements parisiens.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU P. S. U. »

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

ARVEL

Au service des familles et des jeunes

● YOUGOSLAVIE

Séjour de 2 semaines, bord de mer : 400 F.

Circuit de 3 semaines : 950 F.

● TUNISIE

Circuit de 2 semaines : 1.020 F (de Marseille).

● SENEGAL

3 semaines : 1.995 F.

● ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE !

Festival de Tabarka (Tunisie).

2 semaines au départ de Paris ou de Marseille
(880 F — 780 F)

ARVEL, 12, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon
tél. (78) 52-56-48

SOUSCRIPTION 1973

C.C.P. PARIS 14.020.44

9, RUE BORROMEE, PARIS 15^e

Reçu à ce jour 176.142,30 F

Encore un effort pour 226.947,70 F

(au 25-04-73)

Un 1^{er} mai de luttes pour le socialisme et l'autogestion

EH oui, le 1er mai 1973 ne faillira pas. Le 1er mai c'est le symbole de la lutte des travailleurs. Même que la bourgeoisie a voulu le récupérer en le transformant en fête du travail (famille - patrie - maréchal nous voilà). Et même que les travailleurs, ils ne veulent pas marcher dans la combine. Alors ils se battent et ne se contentent pas de défilier avec un brin de muguet à la boutonnière...

Ils se battent partout : chez Renault, chez Peugeot, chez Saviem, dans la sidérurgie lorraine, dans le textile, à Soretex Angers, chez Sambron à Pontchâteau, chez Thomson, chez les cavistes de Champagne... (et beaucoup d'autres, mais il n'y aura bientôt plus de place). D'autres comme aux PTT et à la SNCF se préparent à la lutte.

pas un hasard

Tout ceci n'est pas le fait du hasard. Ce n'est pas parce que le 11 mars, la gauche a été battue dans les urnes que les travailleurs n'ont pas le droit de dire bien fort à quel point ils en ont marre de l'exploitation capitaliste. Au fait, où étaient-ils le 11 mars, les 6 millions de jeunes et d'immigrés ? Pas dans les bureaux de vote en tout cas !

Chez Renault et ailleurs les travailleurs, les OS en particulier, disent combien l'exploitation leur pèse, qu'ils veulent vivre autrement. A Flins, c'est pendant des heures entières la libération de la parole ; à Billancourt, des travailleurs qui ont obtenu satisfaction financièrement, refusent de reprendre le travail. Et ce n'est pas seulement pour avoir le titre de P1 F. Mais bien au-delà c'est l'organisation même du travail dont ils ne veulent plus : la chaîne, la parcellisation...

Consciemment ou non, à travers cette lutte aux objectifs pas toujours clairement définis et partant toujours de la base, c'est le capitalisme qui est contesté dans sa structure même : l'organisation du travail sur laquelle est calquée l'organisation de la société tout entière.

Cette contestation, ce sont les travailleurs les plus exploités qui la portent actuellement avec le plus de force. Mais elle doit être élargie à l'ensemble des travailleurs et reprise par l'ensemble des forces socialistes et révolutionnaires, ainsi que la revendication du statut unique, du manoeuvre à l'ingénieur, qui en découle : tel sera notre mot d'ordre pour le 1er mai.

Mais les travailleurs ne sont pas seuls dans la lutte anticapitaliste. Depuis quelques mois, les lycéens remettent en cause le rôle social de l'armée (armée - caserne oui, mais aussi école - caserne, usine - caserne, cité - caserne...) et même celui du lycée : le combat pour le rétablissement des sursis, c'est-à-dire de privilèges, était soutenu par beaucoup d'enseignants et de professeurs. Quand le mot d'ordre s'est élargi sur la pression des révolutionnaires, à la liberté de la date d'incorporation pour tous les jeunes, cela allait déjà moins bien. Et l'organisation de contre-cours dans certains lycées, c'en était trop ! La plupart des enseignants, leurs organisations syndicales corporatives en tête, n'ont pas pu le supporter. (Et oui, l'école ouverte ne se fera pas d'elle-même. Un petit effort camarades !).

Les étudiants qui remettent en cause le rôle fondamental de l'université, sélectionner les futurs cadres de la société capitaliste, ne font pas autre chose et ébranlent de leur côté l'édifice. Et puis les élèves des CET qui refusent que leur école soit déjà l'usine avec tout son système d'obéissance, de déqualification, de fausse promotion. Et puis les femmes qui... et puis.

Tout ce monde là va se retrouver ensemble le 1er mai, sur la voie de l'unité ouvrière et de l'unité populaire. Bien sûr que tout cela ne fait pas la révolution, bien sûr que chanter « OS - Lycéens même combat » peut paraître un slogan facile.

Mais autour de la lutte des ouvriers, pour imposer leur contrôle, d'autres mouvements populaires doivent se développer

sur leurs propres bases qui remettent eux aussi en cause le système capitaliste.

Le patronat et le gouvernement, ne s'y sont pas trompés qui, après leurs belles promesses, jouent la division et la répression : la circulaire Fontanet (une nouvelle !), les commandos fascistes chez Peugeot à Saint-Etienne et aussi chez Renault, les syndicats trouvant porte close chez M. Dreyfus... tout cela c'est le même ordre capitaliste qui se sent menacé et qui réagit avec le bâton, quand il est contesté dans son fondement et ses structures. Il jouera de la carotte bientôt, en acceptant des augmentations de salaire bien vite récupérées par le biais de l'inflation.

Cette situation de crise sociale latente qui va s'exprimer à l'occasion du 1er mai (et nous y contribuerons) va devenir de plus en plus difficile à maîtriser pour la bourgeoisie française. C'est là une chance pour le mouvement ouvrier, s'il sait affirmer une cohésion de classe, de franchir une nouvelle étape vers la révolution socialiste.

Encore faudrait-il pour lui que les perspectives politiques soient claires et réellement mobilisatrices.

Nous avons la faiblesse de croire, au PSU, que le programme commun ne mobilisera pas plus les travailleurs après les élections qu'avant. Il faut proposer au pays un projet plus convaincant, plus dynamique, engageant l'avenir à plus long terme, et porteur d'un type nouveau de société : le socialisme autogestionnaire.

plus que jamais

C'est le sens de notre combat de chaque jour qui s'appuie sur une stratégie axée sur le contrôle des travailleurs et sur le contrôle populaire dans tous les secteurs de la lutte des classes.

Les luttes en cours, la remise en cause actuelle de l'ordre capitaliste semblent nous donner raison. Plus que jamais, notre manifeste adopté à Toulouse en décembre dernier « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » est d'actualité.

Georges CONSTANTIN.

Déclaration du B.N. et de la C.N.E.

Après les promesses électorales, le « programme de Provins », la « troisième voie » plutôt fade de Messmer à l'Assemblée Nationale, le pouvoir montre son vrai visage de chien de garde du capitalisme : répression et refus de négocier avec des travailleurs en lutte.

Dans les lycées, face à la formidable mobilisation contre la loi Debré, le ministre de l'Education Nationale ne sait que répondre : « menace de fermeture d'établissements, de renvoi des élèves, suspensions de professeurs, tentatives d'intimidation des parents. » C'en est fini de la pseudo-participation, le masque est levé !

Chez Renault, entreprise nationalisée, le ministre du Travail qui ne veut surtout pas se mouiller fait recevoir les organisations syndicales par un membre de son cabinet qui n'a comme rôle que celui d'écouter poliment puis il confie une mission exploratoire à un haut fonctionnaire soi-disant « neutre ». Le gouvernement démontre ainsi son incapacité à peser d'une manière quelconque sur les décisions du patronat et à faire preuve de la moindre imagination pour régler la grande question de l'organisation du travail et de la production.

En effet les problèmes soulevés par les travailleurs de chez Renault (notamment les ouvriers spécialisés) dépassent le cadre de la revendication salariale. Lorsque les ouvriers des ateliers 38 puis 34 et enfin du 12 de Billancourt, lorsque ceux des grandes presses de Flins réclament le P1 F, ce ne sont pas seulement des augmentations qu'ils réclament. Leur refus de reprendre le travail après le résultat des premières négociations le montre bien. Au travers de leur revendication c'est leur condition d'OS qu'ils veulent modifier, c'est l'organisation même du travail qu'ils veulent transformer.

L'intransigeance patronale s'est traduite par le lock-out de 7 000 travailleurs à Billancourt. La direction de la régie a

voulu leur faire payer les frais de son refus de négocier sérieusement. Résultat : 7 000 OS sont entrés en lutte à leur tour parce que la direction ne leur a versé que 50 % de leur salaire.

A Flins ce sont maintenant 4 000 OS, immigrés et jeunes principalement, du secteur de la sellerie qui se battent pour obtenir la classification de professionnel de fabrication.

En réalité tous ces OS de Renault, Peugeot, de l'industrie textile et d'ailleurs se battent et remettent en cause leurs conditions de vie et de travail. C'est un problème politique qu'ils posent, celui de l'organisation du travail, de la parcellisation des tâches, de la chaîne, de la dignité du travailleur.

Les conditions de travail et de vie font de l'OS (et de beaucoup d'autres travailleurs) un robot à qui l'on ne demande que de produire et de se taire. Les « nécessités » du développement capitaliste aggravent chaque jour sa situation. Et quand il se révolte il n'est pas possible de le « calmer » par une prime. Les patrons le savent bien mais ils ne peuvent pas céder quand leur pouvoir de décision est en cause. Sinon où irait-on ? Et ils jouent le pourrissement et la division.

Pour le P.S.U., le mouvement pour l'autogestion socialiste et l'ensemble des forces anti-capitalistes cette lutte des OS et de tous les travailleurs qui se battent contre l'organisation capitaliste du travail, constitue une avancée pour la classe ouvrière. Leur victoire constituerait une étape importante. Leur lutte doit donc être victorieuse.

Mais pour cela plusieurs conditions sont nécessaires : l'unité des OS et l'unification de leurs revendications et également l'élargissement de cette lutte à d'autres catégories de travailleurs. Cet élargissement ne peut se faire en organisant une solidarité défensive mais à travers la revendication du statut unique du manoeuvre à l'ingénieur qui permet une mobilisation offensive de tous les travailleurs sur un objectif commun. Il faut supprimer les différences existant entre les ouvriers, les employés, les techniciens, les cadres et en finir avec la hiérarchie oppressive.

Le contrôle ouvrier est plus que jamais d'actualité : contrôle sur les conditions de travail, les cadences, les horaires, les conditions de vie... A Renault comme ailleurs les travailleurs commencent à poser les vraies questions politiques qui se posent à notre société : qui commande et pourquoi ? qui produit, pourquoi et au profit de qui ?

1^{er} Mai : après un siècle de luttes

Dans la période actuelle, le 1^{er} mai ne doit être, ne peut être qu'un 1^{er} mai de combat, une étape dans la lutte des travailleurs contre leur exploitation par la bourgeoisie et l'organisation capitaliste du travail. Il s'agit pour les ouvriers d'éviter que cette journée ne soit une pause, une parenthèse dans leur action, mais au contraire de renouer avec la tradition authentiquement prolétarienne des 1^{er} mai d'affrontement avec la bourgeoisie.

COMME le rappelle Maurice Dommanget dans son très beau livre « Histoire du 1^{er} mai » (*) le 1^{er} mai n'est pas la « Fête du travail ». La Fête du travail, c'est la Fête de l'exploitation des travailleurs, la célébration par le capital de ses privilèges et de son pouvoir : est-ce un hasard si le régime de Vichy a instauré simultanément en 1941 une « Fête du Travail » et la « Charte du Travail » corporatiste destinée à abolir (sic) les antagonismes de classes ?

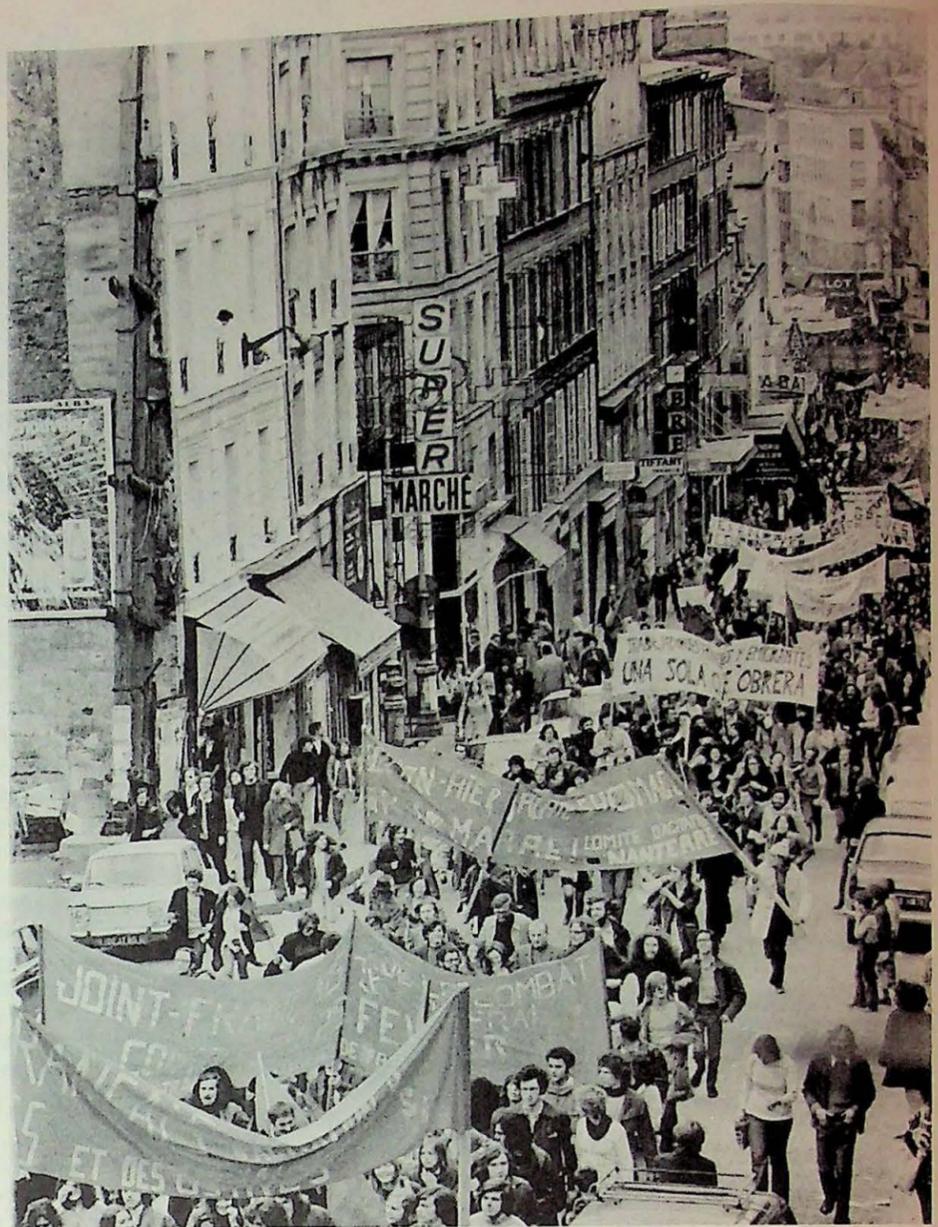
La réalité du 1^{er} mai n'est pas à rechercher dans ce genre de mascarade où la bourgeoisie cherche, en mimant la concorde sociale, à oublier l'effroi que lui ont causé bien des 1^{er} mai, journées de luttes et répétitions annuelles de la grève générale. Elle est à trouver dans les origines du 1^{er} mai, à l'époque où naquit cette manifestation internationale par laquelle le prolétariat démontrait son opposition violente à la bourgeoisie.

Le 1^{er} mai 1886, aux Etats-Unis les travailleurs manifestèrent sur le mot d'ordre « A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures par jour ». Les jours suivants, l'agitation se poursuivant, policiers, jaunes et grévistes s'affrontèrent, et la

mort de deux policiers de Chicago permit à la justice bourgeoise d'envoyer à la corde quatre animateurs du mouvement prolétarien. L'American Federation of Labor, principal syndicat américain ayant décidé en 1888 de faire du 1^{er} mai 1890 une journée de manifestation pour la journée de huit heures, le Congrès International Socialiste, réuni à Paris en 1889, reprit cette initiative, avec le même objectif. Le 1^{er} mai 1890 marqua, en France, une étape décisive dans le renouveau du mouvement ouvrier saigné à blanc après la Commune. Le 1^{er} mai 1891, vingt ans après l'écrasement de celle-ci, prouva le caractère irréductible de l'opposition entre les travailleurs et leurs exploités : à Fourmies, dans le Nord, l'armée fusilla les manifestants, faisant dix morts. Le 1^{er} mai est dès lors entré dans l'histoire ouvrière.

les morts du 1^{er} mai

Il faut rappeler que, dès son origine, cette journée de manifestation a pris un double caractère : celui d'une démonstration de force des travailleurs — et l'histoire du 1^{er} mai est un indicateur précieux de la fluctuation du rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat —, celui d'une mani-



1^{er} mai 72 : pas la fête du travail.

festation unifiante, où organisations politiques et syndicales, par-delà les divergences quant aux formes de l'action et les différences de rôles par rapport à la défense de la classe ouvrière, sont conjointement présentes face à la bourgeoisie.

Le 1^{er} mai 1973 doit renouer avec cette grande tradition, en permettant à l'ensemble des travailleurs, dans

quelque organisation qu'ils se trouvent, quelle que soit la position qu'ils défendent, de se retrouver côte à côte pour mesurer leurs forces et préparer les combats futurs contre la bourgeoisie.

François BROUSSE. ■

(*) Aux éditions de la Tête de feuilles.

syndicats : trois thèmes

C'est sûr : il y aura beaucoup de monde aux manifs du 1^{er} Mai. Vous avez remarqué que cette année il s'agit de manifestations et non pas de défilés... C'est que ce n'est pas du tout la même chose. Le défilé a toujours un petit côté procession et ancien combattant, alors que la manifestation traduit toujours une revendication, une lutte.

Chaque fois que la classe ouvrière ne peut faire mieux qu'un défilé, c'est le signe d'une baisse de sa mobilisation. Le dernier 1^{er} Mai à manif remonte à 1968.

La réalité du combat de classe est très forte, en même temps que très favorable aux travailleurs. Une grande partie de ce numéro de « TS » fait le point sur les luttes ouvrières qui vont encore se développer dans les jours qui viennent... C'est la première et la plus importante des conditions pour qu'il y ait réussite d'un 1^{er} Mai. Elle existe.

Mais une seconde condition est nécessaire : les organisations ouvrières, les syndicats doivent être en mesure de coordonner les mots d'ordre, de globaliser les revendications... Ceci dans le but de faire apparaître quels peuvent être les débouchés de tout ce que les travailleurs expriment dans leurs manifestations de ce jour.

Ce n'est pas chose facile.

Dès le 21 Mars dernier, la CGT avait senti qu'il fallait sérieusement préparer ce 1^{er} Mai et qu'elle devait en garder le contrôle. Ce jour-là, G. Séguéy faisait opter le comité national sur le choix des thèmes de cette journée :

- 1) Lutte pour l'amélioration des conditions de travail et pour la démocratie, contre la nomination des monopoles capitalistes.
- 2) La défense des intérêts et des droits des travailleurs immigrés.
- 3) La solidarité ouvrière internationale et particulièrement envers « les valeureux frères d'Espagne, du Portugal et de Grèce ».

C'est peut-être un peu timide mais ce n'est pas mauvais. Et G. Séguéy d'ajouter, c'est son affaire, que c'est là le meilleur moyen pour retrouver dans le 1^{er} Mai un élan unitaire... « impulsé par le programme commun ».

Apparemment, la CFDT n'était pas sur une autre position. Son bureau national déclarait le 29 Mars : « Lorsque des initiatives (concernant le 1^{er} Mai) seront prises, la CFDT les placera sous le signe de l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés, les travailleuses et les jeunes, de la solidarité internationale, et des objectifs communs poursuivis dans leurs luttes par les travailleurs, les lycéens et les étudiants ».

tous d'accord

On est donc à peu près tous d'accord. C'est à relever, car cela n'a pas été toujours le cas. Si la CGT n'a jamais manqué un 1^{er} Mai, même s'il ne s'agissait que d'un défilé, la CFDT a par contre fait souvent la fine bouche. C'est ainsi qu'elle a manqué la manif du 1^{er} Mai 68 et s'en est mordu les doigts. Il s'agit de ne pas renouveler cette erreur d'appréciation. On se rallie donc, mais pas trop vite. Il n'y a aucune décision au niveau national. C'est à chaque région de se prononcer. Les dirigeants confédéraux ont fait savoir qu'ils iraient à la manif de Paris, s'il y en avait une. C'est le cas.

Une telle attitude relève moins d'une hésitation à participer, que du refus de nombreux militants CFDT de se contenter des mots d'ordre nationaux. Les

manifestations varieront tant au niveau de la couleur que de la force selon les régions. Des mots d'ordre non prévus et non prévisibles ne vont pas manquer de surgir et ils peuvent conduire cette manifestation ouvrière au delà de ce que les syndicats peuvent envisager. Ils le savent, ne peuvent l'empêcher et d'ailleurs ne le souhaitent pas. Les militants CFDT sont bien décidés à tout faire pour que ce 1er Mai

pose la question du pouvoir des travailleurs... A Paris ils ont réussi à le faire admettre à la CGT. L'appel commun à la manifestation parle « d'imposer les changements auxquels les travailleurs aspirent contre la société capitaliste ».

En fait, l'attitude syndicale dans ce 1er Mai ne peut être différente que celle adoptée dans les luttes de ces

dernières semaines : être là, voir, agir dès que possible.

Comme nous l'avons déjà posé, ce petit jeu pourra-t-il durer encore longtemps ainsi ? Quelles perspectives les syndicats vont-ils offrir aux travailleurs ? Ces derniers attendent autre chose que l'annonce par la CGT d'un développement des conflits dans les prochaines semaines. C'est une prévision un peu facile.

Il semble donc que les syndicats ne remplissent que la moitié de la seconde condition de réussite d'un 1er Mai : ils sont présents mais sans débouchés à proposer... A moins d'une surprise, d'ici à la manifestation... De toute manière, c'est vers un 1er Mai de lutte que nous allons... Il marquera davantage un départ qu'une arrivée... Ce sera donc un grand 1er Mai.

J.F. ■

POUR LE CONTROLE OUVRIER

L'usine Gelbon à Montpellier. Une petite boîte dont personne ne parle. On ne sait même pas combien il y a de travailleurs... Et voilà que soudain ces travailleurs et plus particulièrement les travailleuses disent : « Ce qu'on demande, c'est de travailler à notre rythme... ». Voilà la grande revendication des conditions de travail qui s'exprime avec la même force aussi bien chez Renault que dans ce petit atelier de Montpellier.

Aujourd'hui les grèves sont nombreuses et elles portent moins sur des revendications de salaire que sur la dignité des travailleurs, leur santé, leur droit à la vie. Et ce sont des grèves dures, longues et hélas pas toujours victorieuses jusqu'à maintenant. Mais ça va changer. C'est certain. Il y a trop de conflits en cours ou prêts à éclater, pour que les travailleurs ne prennent pas conscience de leur force énorme et de la possibilité qu'ils ont de réaliser une unité dans la lutte pour remettre en cause l'organisation du travail. C'est peut-être cela qu'il est essentiel de découvrir dans ce 1er Mai.

Toujours dans l'usine Gelbon, les travailleurs disent : « Les chefs chantent et sifflent et nous on aurait même pas le droit de parler... ». Ça veut tout simplement dire que la hiérarchie dans l'entreprise, on a envie de la faire sauter. Parce que c'est bien ça qui divise les travailleurs et les écrase encore plus... Dans ces conditions il est clair qu'une revendication comme celle de la grille unique des salaires, avancée par les camarades de chez Renault, ne peut avoir qu'une portée limitée, car elle ne règle pas le fond de la question. Ce sur quoi il faut se battre c'est sur la création d'un statut unique de l'OS à l'ingénieur.

C'est bien cela que demandent les travailleuses de Gelbon, quand elles exigent d'être respectées parce que « on est les seules à pouvoir faire ce travail dans l'usine ». L'une d'elles dit encore : « On ne se laisse plus intimider par les chefs... Quand j'en ai assez, je pars me promener, je mange un sandwich... Si je reviens ils sont ravis... »

Il est probable que c'est par des révoltes de ce style que commence la pratique du contrôle ouvrier. Voilà une revendication, une action plus que jamais à l'ordre du jour dans la quasi totalité des conflits actuels... Ils sont ce qu'ils sont ces conflits, nous ne les avons pas sélectionnés, ni déclenchés... C'est comme ça... Le grand thème de ce 1er Mai ce sera les conditions de travail, par conséquent la revendication, le mot d'ordre qui en découle : le contrôle ouvrier...

L'unité populaire, l'unité des travailleurs ne peuvent se faire que là-dessus... Ce sont les luttes qui le disent.

Jacques FERLUS ■

● Renault : éviter le découragement

La bataille est à un tournant à la Régie Renault. Si la direction s'obstine à refuser de discuter sans préalable, c'est-à-dire si elle ne veut pas discuter pendant la grève, et en acceptant de revoir sa position sur l'indemnisation du lock-out, les travailleurs seront conduits à durcir leur action.

LES tentatives des délégations syndicales ont été vouées à l'échec : « Rien d'étonnant à cela » déclare un OS qui poursuit « Toutes ces démarches, pour être positives auraient dû comporter une menace : l'occupation de toutes les usines, par exemple ».

En fait, l'occupation, à Renault, n'a jamais été un mot d'ordre très utilisé. Le syndicat CGT n'y tient pas, afin

de bien montrer que, selon lui, on est déjà, ici, en terrain ouvrier. Pourtant, que reste-t-il aujourd'hui de la Régie nationalisée de 1945 ? Une entreprise certes qui fonctionne, qui progresse « fait des bénéfices », a des lois sociales légèrement en avance sur les autres, servant par-là d'entraînement et d'exemple. Mais il y a une contrepartie que paient les travailleurs. L'automatisation y est aussi en avance, avec ses conséquences en



système capitaliste : cadences par cellulisation des tâches établies en fonction des critères de rentabilité.

La CFDT a proposé souvent l'occupation sans se « battre » réellement pour y parvenir. A Flins la semaine dernière encore, ses représentants ont tenté d'éviter la fermeture de l'usine, sans succès, bien que la Confédération représente 40 % du personnel.

A Sandouville, ce sont les ouvriers professionnels qui ont occupé la centrale thermique. Là encore, rien n'a été réellement fait pour élargir cette occupation. Pourtant, l'entrée des OS dans l'action, à la suite des OS, avait une importance considérable, particulièrement si l'on veut parvenir à faire céder la direction sur un statut unique qui n'institutionnalise plus la division de la classe ouvrière.

« A travail égal, salaire égal » : Les OP sont prêts à discuter sérieusement des conséquences d'une telle formule, a déclaré l'un d'eux. « Mais comment en discuter si nous ne nous voyons que pour travailler ? »

L'occupation des ateliers (et des bureaux aussi) aurait sans doute pu faciliter l'expression de la **démocratie ouvrière**. Car, et c'est encore une des particularités à la Régie, en dehors des piquets de grève, les travailleurs ne sont guère appelés à se maintenir sur place, sinon pour une pièce de théâtre ou encore un match de basket et une partie de boules.

Depuis quelques années, depuis 1968 en particulier, les travailleurs **prennent en main leurs affaires**. Ils discutent de leurs revendications, de leur avenir dans l'usine. Ils discutent aussi de la société dans laquelle ils vivent.

A Renault, les travailleurs immigrés ont pris aussi cette voie. Ils établissent en assemblée leur cahier de revendications, ils désignent leur délégués pour aller à la direction avec ou sans délégués syndicaux.

Ainsi, l'occupation est utilisée pour réfléchir, discuter, se connaître mieux. A la Régie, on n'en est pas là et les meetings centraux, composés pour l'essentiel de discours des dirigeants syndicaux, n'est plus, de l'avis de nombreux ouvriers, le meilleur moyen de mobiliser les travailleurs sur des bases précises pour des actions précises.

Tel est l'enjeu en ce début de quatrième semaine de conflit ouvert chez Renault. « Pour que la direction cède, il est nécessaire que de nouvelles initiatives d'action partent des travailleurs » déclaraient mardi soir, au retour de Matignon un délégué CFDT.

M.C. ■



Flins : menaces

La direction de l'usine de Flins veut licencier 26 ouvriers dont un délégué suppléant de la CFDT et trois militants CGT candidats aux prochaines élections. Elle a pris sa décision sur des rapports d'huissiers établis lors du début de la grève les 11 et 12 avril, dans les ateliers de sellerie et de tôlerie R5. On se souvient en effet que des commandos CDR appuyés par des non grévistes, par une partie de la maîtrise, par des membres de la direction ont essayé de briser la grève en tentant de remettre les chaînes en route.

Les travailleurs se sont opposés avec résolution à la manœuvre. Aujourd'hui, la direction veut prendre sa revanche et faire dévier le sens de la lutte. En fait, elle renforce la détermination des ouvriers de Flins qui, en réclamant le salaire égal pour un travail égal, revendique le statut et la grille uniques, du manœuvre à l'ingénieur, et la fin des divisions dont profite une direction qui n'hésite pas à employer des méthodes fascistes, comme chez Citroën, Simca ou Peugeot.

● Métallurgie sidérurgie

Les conflits de Renault et Peugeot dominent ce secteur. Mais c'est chaque jour qu'éclate un nouveau conflit. Tout est bon pour partir. A Mézières-lès-Metz il a suffi que les appareils de chauffage tombent en panne pour qu'une poignée d'ouvriers de l'ACEM (construction électro-mécanique) déclenche une grève. Revendications mises en avant : hygiène, sécurité, aération.

Tout ne va pas pour le mieux dans la sidérurgie, après les grèves de Sacilor, ça pourrait parler ailleurs.

Epuisés les travailleurs de SAMBRON (Loire-Atlantique) ont suspendu la grève qui durait depuis deux mois. Les travailleurs ont devant eux un patron de combat qui refuse de lâcher. Mais le conflit reprendra, très bientôt si les luttes dans la métallurgie se généralisent. Ce pourrait bien être le cas à Toulouse, où les travailleurs de l'aéronautique sont bien décidés à bouger.

● Textile

Depuis le début de l'année les luttes ont été nombreuses dans le textile, et particulièrement par le fait des travailleurs. On se souvient du long conflit de la S.P.L.I. à Fougères, de COFRAMAILLE, de DALLE et bien d'autres.

C'est dans les Vosges qu'on s'est encore plus battu qu'ailleurs contre les géants BOUSSAC et WILLOT. C'est que là s'ajoute un problème d'emploi lié aux fermetures et aux concentrations.

Partout et à chaque fois le patronat a tenté de répondre en terme de salaires à des revendications sur les conditions de travail. Les travailleurs ne sont pas tombés dans le piège. C'est toujours sur les cadences et l'organisation qu'on se bat à St-Dié chez LEHMANN et chez MARCHAL, alors qu'à la Croix-aux-Mines chez SCHAPPE en un mois s'est créée une section syndicale qui vient de déclencher une grève très dure.

● Le bocage des salaires

La situation des ouvrières dans les usines textiles du bocage vendéen n'est guère meilleure que dans le Nord ou dans l'Est : bas salaires, rendement intensif, licenciements arbitraires, surexploitation des apprenties de 14 à 16 ans, encore sous obligation scolaire en S.E.P. (Section d'Education Professionnelle).

En quoi consiste l'Education Professionnelle de celles-ci ? Eh bien, à travailler à la chaîne, le plus vite possible, et au rendement comme les ouvrières, mais en recevant un dérisoire salaire d'apprentissage (120 à 200 F par mois). La plupart sont licenciées en fin d'apprentissage : le patron embauche alors de nouvelles apprenties.

Notre bocage, réserve de main-d'œuvre rurale, inorganisée, est un terrain de choix pour implanter des usines et y réaliser de gros bénéfices. Les « filles de ferme qui ne savent rien faire et qui ne sont pas très évoluées » doivent être bien contentes de trouver un petit emploi et de se faire un petit salaire d'appoint. De plus, il n'y a pas de risque d'agitation sociale dans cette région de tradition chrétienne.

Pas de chance, les patrons ont fait un mauvais calcul. Les filles ne vont pas à l'usine pour se faire de l'argent de poche, mais parce qu'elles ont besoin de leur salaire pour vivre. Et justement, parce qu'elles étaient mal préparées à subir l'exploitation capitaliste, elles en ont ressenti d'autant plus durement les injustices et se sont très

rapidement organisées. La plupart d'entre elles sont syndiquées à la C.F.D.T. Certaines militent également dans les mouvements catholiques tels que la J.O.C et le M.R.J. C. où elles se retrouvent entre filles de plusieurs usines. Et, ensemble, on discute, on réfléchit, on agit

Dans la région de Cerizay (Deux-Sèvres), par exemple. Après le licenciement d'une apprentie, sans cause valable, les filles ont réagi : un groupe M.R.J.C. a distribué à la population un premier tract. Le patron, furieux, licencie en bloc toutes les apprenties. Les parents des apprenties licenciées reprochent alors à la M.R.J.C. d'avoir diffusé ce tract. Après explications avec les parents, un deuxième tract est diffusé par la C.F.D.T. et un meeting est envisagé. Le patron, alors, convoque les parents et leur promet de réintégrer toutes les apprenties et même de les embaucher à 16 ans comme ouvrières. Malgré cette manœuvre, le meeting a eu lieu devant 600 personnes. Ouvriers et agriculteurs ont apporté leur soutien commun aux jeunes apprenties. Les uns comme les autres subissent la même exploitation. Ils sont solidaires.

Correspondance ■

● Haute-Marne

L'entreprise CHARROY à Gudmont (Haute-Marne) ? Une petite entreprise (carrières) employant une cinquantaine de travailleurs. Au mois de décembre dernier, une section syndicale C.F.D.T. se crée, regroupant quelques travailleurs dont l'un accepte les responsabilités de délégué.

Immédiatement la conception patronale en matière de liberté syndicale se manifeste : pressions sur le délégué pour qu'il renonce à sa délégation, puis vote secret des ouvriers (manœuvre visant à faire désavouer le délégué par ses camarades : préfèrent-ils le maintien des rapports directs patron-travailleurs aux rapports indirects par le biais du syndicat ?), mutations diverses dans des postes éloignés (Chambéry, Belfort, Chaumont) tentative de licenciement, déclassement, enfin mise à pied « illimitée »...

Devant tout cet arsenal répressif, la lutte s'engage : tracts dans l'entreprise, soutien de la part de certaines U.L. C.F.D.T. de la région par pétitions, lettres aux parlementaires exigeant la réintégration dans le poste d'origine. Enfin, début avril, après 22 jours de mise à pied, les Ingénieurs des Mines (Inspecteurs du Travail concernés de Paris et Chaumont) font connaître à l'employeur que le délégué doit être réintégré dans le poste qu'il occupait antérieurement au 18 décembre et annulent la décision patronale de la mise à pied.

Cette issue met fin à une lutte de plus de trois mois pendant lesquels la fermeté, la solidarité et la prise de conscience de la lutte de classe sont apparues comme déterminantes pour faire échec aux mesures patronales arbitraires. Cette victoire syndicale est aussi une victoire politique car, par l'action, s'est exprimée la volonté claire des travailleurs (à partir d'un d'entre eux) de prendre en mains leurs propres affaires, début du contrôle ouvrier.

Correspondant ■

● Lemoine se fait prier

LEMOINE fabrique des parquets. C'est également une peau de vache pour les travailleurs. Une section C.F.D.T. se crée, le délégué c'est le chauffeur du camion. Pour se débarrasser du délégué, Lemoine vend le camion. Grève... licenciement du délégué... « J'ai eu tort, dit Lemoine, on recommence au début... » — « D'accord, répondez les travailleurs, mais vous réintégrez le délégué... »

Il ne faut quand même pas trop en demander. Lemoine refuse... Voilà pourquoi depuis sept jours deux jeunes travailleurs ont entrepris une grève de la faim. Ça impressionne dans le pays, il y a des manif et du soutien populaire. Lemoine n'ose plus sortir de chez lui. Ça se passe dans les Vosges à Darney, un village qui a failli élire comme maire le sinistre colonel Argoud.

Correspondant ■

● Repression contre X

Mardi 10 avril : conseil d'administration de l'X. sous la présidence de Guillaumat (PDG d'Elf-Erap 1) et la vice-présidence du général Briquet, directeur de l'X, cette assemblée comprend une majorité de PDG, de grands commis de l'Etat.

A la fin du C.A. des affiches dénoncent la futilité des sujets discutés : question des chevaux à Palaiseau par exemple ; alors que des problèmes importants touchent

chercheurs et élèves : liquidation d'un laboratoire et liberté d'expression dans l'école.

Mercredi 14 heures : Schertzer, le délégué au C.A. élu par les élèves, est convoqué par les militaires.

16 heures : il est emmené sans avoir pu contacter aucun élève. Il a trente jours d'arrêt par ordre du général sous le motif : « a sciement déformé la présentation du C.A. ». Dans une note d'information, le général précise qu'il s'agit d'une affiche sur les chevaux. Or cette affiche a été posée par les personnels des laboratoires.

Le lendemain, des représentants du personnel, des chercheurs et des techniciens informent le général qu'ils sont responsables de l'affiche et demandent la libération de Schertzer. En vain.

Le général Briquet a été placé à l'école pour une reprise en main. Avec la contestation qui y existe depuis 68, l'école ne remplit plus son rôle de formation de cadres dociles. D'où une certaine pression du ministère et des PDG du C.A. pour « remettre de l'ordre ». L'action de Briquet dans ce sens a été claire : censure du journal des élèves, affichage syndical ou politique interdit, et lutte contre les « meneurs ».

Schertzer a entamé ses 30 jours de prison militaire. Après quoi, l'administration essaiera peut-être de l'exclure si un large mouvement de soutien n'apparaît pas.

Pour une affiche au sujet du C.A., le délégué est envoyé en prison. A-t-il été élu pour donner la version militaire des discussions ?

Correspondance ■

travailleurs

immigrés :

● l'unité nécessaire

Réunis dans la banlieue de Lyon dimanche et lundi dernier, des représentants des travailleurs immigrés grévistes de la faim et de leurs comités de soutien ont décidé d'établir une coordination nationale afin d'élargir la lutte pour obtenir des droits identiques à ceux des travailleurs français. Cette coordination est assurée pour l'instant par le groupe de Lyon-Vaise. Elle a pour tâche de faire circuler l'information sur la lutte que mènent dans le pays, les travailleurs immigrés, seuls, ou avec des travailleurs français.

UN début de réflexion politique sur l'immigration, telle que la conçoit actuellement le capitalisme français, ses causes, ses conséquences et les moyens d'y faire face a été réalisé.

C'est une étape. La discussion doit se poursuivre dans les comités locaux qui se sont formés à partir des grèves de la faim et de leur soutien. Une nouvelle assemblée se tiendra les 16 et 17 juin pour faire le point.

C'est pour répondre d'une manière efficace à la politique du patronat français que les représentants immigrés et français veulent se donner un temps plus long de réflexion. Car il ne faut pas se tromper de cible.

changer le contenu

Ainsi, demander l'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin, c'est nécessaire mais insuffisant si à cette revendication n'est pas jointe la mise en cause explicite au grand jour, de la politique d'immigration en France. On peut en effet, changer le « contenu » sans changer le « contenu ». Ce serait un coup d'épée dans l'eau. Pire même : la répression des travailleurs immigrés irait en s'accroissant (licenciements, expulsions de logements et enfin expulsions de France).

Autre thème du débat : comment mener une lutte unitaire, français et immigrés ?

Un groupe de camarades immigrés (de Paris notamment, regroupés dans les conseils de défense des droits et de la vie des travailleurs immigrés) pense que cette lutte doit être menée par les travailleurs immigrés et eux seuls, les travailleurs français devant se définir par rapport à eux, pour les soutenir.

Par contre, la majorité des « délégations » pense que, s'il est nécessaire que les travailleurs immigrés se donnent des moyens autonomes d'intervention, ils ne constituent pas pour autant l'axe principal à l'intérieur de la classe ouvrière. L'unité de la classe ouvrière et plus largement, l'unité Français - immigrés répond objectivement à la situation qui se résume par exemple dans le mot d'ordre « même patron, même combat ».

Cela devrait permettre aux travailleurs français de comprendre que malgré le racisme ambiant il est de leur intérêt de classe de participer activement aux luttes des travailleurs immigrés pour que ceux-ci aient les mêmes

droits dans le travail et dans la vie sociale et politique.

Bref, le débat continue. Ce n'est pas pour autant que les comités vont cesser d'agir. La nécessité de maintenir un rapport de force solide contre le gouvernement et le patronat est apparue indispensable à tout le monde. De véritables « S.O.S. » ont été lancés. Des dizaines de travailleurs immigrés n'ont pas encore pu « régulariser » leur situation (pas d'employeur, pas de logement décent) malgré les trois mois de sursis de la carte provisoire, malgré les promesses faites dans les préfectures ou les services de l'emploi (main-d'œuvre, agence nationale pour l'Emploi, etc.).

Et derrière ceux-ci, il y a des milliers, des dizaines de milliers d'autres, ceux qu'on appelle les « clandestins », ceux qu'une partie du patronat (le petit et le moyen) a été bien contente de trouver car ils étaient, du fait de leur présence « irrégulière », une main-d'œuvre docile et exploitable comme on exploitait des esclaves.

A toute heure, tous ces travailleurs peuvent se voir menacer d'expulsion.

C'est ce qui explique la dureté des grèves de la faim qui se mènent, à

motion des grévistes

Nous, les grévistes de la faim, à la dixième journée de notre lutte, rappelons notre détermination à lutter jusqu'au bout pour l'acquisition de tous nos droits légitimes en tant que travailleurs sur le territoire français.

Nous pensons que la situation qui nous est faite n'est rien d'autre que le résultat de la politique néo-colonialiste qu'exerce le capitalisme français sur notre peuple avec la complicité de ses valets dont le rôle a été confirmé par les différentes interventions du consulat tunisien, qui ne sont pas différentes des pressions, intimidations et manœuvres des autorités françaises afin de retarder la solution et briser notre lutte.

Nous disons « NON » à ces manœuvres !

Notre détermination et notre volonté de tenir jusqu'au bout mettront en échec la complicité du pouvoir tunisien et ses maîtres français.

Nous disons à tous nos camarades français et immigrés, à tous ceux qui luttent pour la liberté et la justice que nous luttons pour nos droits et que nous ne demandons pas la charité !

Notre lutte est celle de tous les travailleurs contre leurs ennemis qui veulent les diviser pour mieux les exploiter.

C'est pourquoi nous en appelons à la solidarité de tous les travailleurs avec cette lutte qui, au-delà de nos objectifs immédiats (à savoir la carte de séjour et la carte de travail) tend à mettre en échec toutes les manœuvres de division des travailleurs.

Nous demandons à notre Comité de Soutien qui doit être le porte-parole de notre lutte auprès des masses françaises et immigrées, de nous soutenir sur cette base claire ; car nous ne voulons pas être soutenus comme « de pauvres immigrés qui font la grève de la faim ».

Notre grève est la réponse politique à une politique d'oppression et d'exploitation ! Cette réponse doit être celle de tous les travailleurs, tous les démocrates et tous les révolutionnaires.

A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET-MARCELLIN qui veut diviser les travailleurs !

A BAS L'EXPLOITATION CAPITALISTE ET TOUS SES AGENTS DES DEUX COTES DE LA MER.

VIVE LA SOLIDARITE FRANÇAIS-IMMIGRES.

Les Grévistes de la Faim.
18 avril 1973

Lille depuis le 12 mars, à Saint-Etienne depuis le 9 avril. C'est ce qui explique qu'à Grenoble et dans de nombreuses autres villes, des travailleurs immigrés soient prêts à démarrer une grève semblable.

Face à cela, une large popularisation, lors du 1^{er} mai par exemple, peut-elle créer le mouvement d'opinion qui fera reculer le pouvoir ? Il en faudra beaucoup plus : développer la lutte, Français et immigrés unis, dans l'entreprise et sur le « cadre de vie » pour réaliser une mobilisation agissante ; expliquer aux travailleurs français ce qu'est le contenu idéologique (capitalisme, racisme et impérialisme) de la politique française en matière d'immigration.

Celle du patronat français, mais aussi celle des patronats des pays de l'Europe du capital.

Une journée nationale d'action aura lieu le vendredi 18 mai dans tous les pays. Elle sera décentralisée au maximum afin de toucher un plus grand nombre de travailleurs.

Il est nécessaire qu'avant l'été (période des congés), le pouvoir patronal et son gouvernement aient reculé sinon, cet été risque d'être le dernier en France pour des milliers de tra-

vailleurs immigrés (tout particulièrement les Tunisiens). Le succès de la rencontre de Lyon, après les rassemblements à Paris du début d'avril (bien que différents), ouvre des perspectives sérieuses pour une résistance durable à la politique du capital français.

Ce n'est qu'un début...

Comme n'a été qu'un début la lutte des travailleurs immigrés sur les chantiers de la SORMAE à Lyon. Les délégués en ont pu voir le déroulement grâce à un montage audio-visuel et une projection réalisée dimanche soir. Cette grève, pour de meilleures conditions de logement et la suppression du salaire lié au rendement (et à la tête du « client »), a croisé sur son chemin, celle (de la faim) des occupants du bidonville de Maisonneuve (!) — Feyzin. Cause commune — action commune : les travailleurs immigrés ont pris conscience de leur force et de la nécessité de mener l'action de masse conjointement sur le lieu de travail et de logement, ces deux extrémités de la carte de travail, modèle Fontanet-Marcellin 1972.

Michel CAMOUIS ■

● dans la lutte :

● Penarroya-Lyon (février 1972). — 32 jours de grève. Ils obtiennent une augmentation uniforme ; un glissement de catégorie ; un logement « décent » ; des mesures d'hygiène et de sécurité plus favorables. Comité de grève et comité de soutien.

● Girosteel-Le Bourget (Seine-St-Denis) février 1972. — 120 lamineurs à froid en grève. Résistent à toutes les provocations (embauche de « jaunes » ; révolter dans une musette ; lettres de licenciement).

Reclamaient augmentation uniforme, non hiérarchisée ; le statut unique ; à travail égal, salaire égal.

● Coignet-Aulnay (93) juin 1972. — 250 travailleurs du bâtiment (80 % d'immigrés). Obtiennent 50 centimes pour tous. Une cinquième semaine de congé comme délai de route.

● SCREQ-Chambéry (juillet 1972). Industrie routière. 14 travailleurs immigrés. 29 jours de grève. Salaire, hébergement, indemnité de déplacement. Présence d'un comité de soutien.

● Gerlach-Bouzonville (Moselle) septembre 72. — Métallurgie pour l'automobile. 70 % d'immigrés. Obten-

nent 35 F par mois pour tous ; le salaire garanti aux forges.

● Zimmerfer-Louviers (février 73). — Métallurgie. 70 travailleurs algériens et portugais. Obtiennent d'abord la levée de l'opposition du patron à l'élection des délégués qui voulait faire « jouer » la loi de juin 72 sur l'éligibilité impossible si le candidat ne sait ni lire ni écrire.

Obtiennent ensuite des petites améliorations sur les salaires et les conditions de travail. Décident de reprendre « provisoirement » afin de ne pas se diviser.

● Doz-Frontenex (Savoie) février 73. — Grève des ouvriers du bâtiment. Marocains. Obtiennent meilleure qualification et conditions de vie revues (logement). Jusqu'à présent, il fallait signer ceci : « Je soussigné reconnais n'être pas maçon et accepte de travailler à l'entreprise Doz H., comme manœuvre au tarif de 4,57 F ». Présence d'un comité de soutien.

(P.S. — M. Joseph Fontanet était candidat sur cette localité.)

● SORMAE-Lyon (février 1973). — Bâtiment. 5 Chantiers à Lyon, 200 tra-

vailleurs immigrés. Intervention de la police. Reclamaient le salaire garanti (prime de rendement à la tête du client).

Grève provisoirement suspendue la deuxième semaine. Comité de soutien.

● Renault-Billancourt (92), mars 73-avril 73. — 373 O.S. immigrés des presses obtiennent un salaire garanti, égal à travail égal.

Les O.S. de Flins (entre 2 et 3.000) réclament la même chose à la suite des presses de Flins (900 O.S.) qui ont obtenu l'équivalent de Billancourt.

Ces grèves de travailleurs immigrés — parmi beaucoup d'autres — ont ceci de commun : elles sont remarquablement organisées et la démocratie y est très vivante.

— Les revendications ont plutôt une nature égalitaire. Le logement y apparaît également très souvent.

— Les grévistes refusent la division (apportée de l'extérieur, ou née à l'intérieur). Ils préfèrent reprendre le travail tous ensemble plutôt que de continuer la grève avec seulement une forte majorité.

Lycées, C.E.T.

et mai

• lycéens : du pain sur la planche

On s'est beaucoup battu, et les vacances sont arrivées ; alors, avant d'aller prendre un repos bien mérité, les militants lycéens se sont réunis, ont essayé d'y voir clair, plus globalement et plus précisément à la fois, ils ont pris connaissance des décisions répressives du pouvoir et ils ont réfléchi à ce qui pourra se passer à la rentrée.

Ce qui s'est passé dans nos bahuts, il est inutile de vous le raconter à nouveau ; mais il y a un point sur lequel nous n'avons pas assez insisté. En fait pendant cette grande mobilisation lycéenne, après les sursis et l'armée, c'est le problème de l'école, de leur cadre de vie quotidien qui a été posé par les lycéens. Et, en face de ces problèmes, sans que des militants interviennent bruyamment en annonçant l'autogestion comme panacée universelle, ils se sont orientés vers une organisation démocratique collective de tous les aspects de leur vie. On ne peut nier le caractère autogestionnaire des contre-cours, organisés par les A.G., supprimant les spécialisations, les contraintes, ouvrant l'enseignement sur le reste de la vie sociale, exigeant la participation active de tous.

un débouché politique

Mais les pratiques à caractères autogestionnaires des lycéens ne se limitent pas à l'enseignement proprement dit : elles ont permis dès le début, la structuration du mouvement de masse en comités de grèves élus révocables avec ses coordinations régionales et nationales. Ces pratiques ont également touché l'organisation des bouffes, des fêtes, des spectacles, voire de l'occupation continue dans lycées.

Bien sûr, nous nous battons pour développer cette forme d'auto-organisation, pour empêcher qu'on la détourne. Il est nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas encore d'autogestion socialiste, et il nous faut proposer un débouché politique à cette aspiration diffuse de nos camarades des lycées.

C'est pour tenter de répondre à cette nécessité que nous avons mis au point le mot d'ordre de contrôle sur les lycées, en commun avec l'AMR et les CIC. Cela veut dire que les lycéens doivent prendre en charge eux-mêmes l'organisation de leur vie, en s'associant avec les profs, les agents de service, tous ceux qui sont prêts à soutenir la lutte contre l'insitution scolaire bourgeoise.

Cela concerne aussi bien l'enseignement lui-même (programme, méthodes pédagogiques, sélection) que les luttes sexuelles, (liberté de contraception et d'avortement, lutte contre l'aliénation, y compris à l'intérieur des cours sur la reproduction, lutte contre les exclusions de lycéennes enceintes) ainsi que les luttes sur la sécurité, et toutes les activités « culturelles » des foyers socio-

éducatifs (club information notamment) Il faut que les lycéens aussi posent les questions : « qui dirige notre vie ? dans quel intérêt ? » et qu'ils en tirent les conséquences pratiques contre l'école des flics et des patrons. C'est un travail d'explication politique ample et difficile pour les militants : il convient d'être pédagogique et pas récupérateur.

Mais il est probable et même cer-

lycéens du reste du mouvement populaire. Sur ce plan-là, nous sommes mieux armés, les lycéens ont su expliquer leur grève à la population, l'attitude nuancée des associations de parents d'élèves, mais surtout celle des centrales syndicales le montre très bien.

Pour nous, il est très important que cette unité toute fragile dure après le 1^{er} mai... L'École est un terrain trop



la répression dans les bahuts

Le bien-aimé des écoliers, sieur Fontanet n'y est pas allé par quatre chemins au conseil des ministres le 6 avril : « Nous prendrons des mesures qui devront assurer le rétablissement du calme », ce qui veut dire le rétablissement de l'ordre, de la discipline dans le travail. Pour ça « le moment est venu de mettre un terme à la politisation dans les lycées et les universités » et « l'autorité des chefs d'établissement sera fortifiée ».

Mais les lycéens ont déjà eu un ministre qui leur a déjà fait des menaces par une fameuse circulaire et les chefs d'établissement ne se sont pas privés de s'en servir.

A commencer par les lycées fermés. En Alsace la plupart des lycées et collèges ont été fermés, à Montpellier un collège d'enseignement technique fermé, à Monchard dans le Jura un lycée technique fermé après que les élèves aient voté la grève, la liste est longue. Bien sûr les écoliers devraient être heureux de ces mesures, mais le problème est qu'il faut se réinscrire individuellement ce qui permet aux chefs d'établissement de ne pas reprendre les « meneurs ».

Contre ces fermetures, des bahuts ont été occupés notamment à Paris au Lycée Montaigne, où le proviseur tenait à fermer le lycée. Pour ça il a commencé par convoquer le conseil d'administration qui ne s'est pas prononcé, puis il a demandé son avis au recteur qui a refusé, alors il a convoqué la commission permanente qui ne s'est pas prononcé non plus, enfin il a reconvoqué le conseil d'administration qui a fini par

refuser, les lycéens ayant décidé d'occuper le lycée.

Parfois la police est intervenue à l'intérieur de l'établissement comme à Poitiers dans un lycée technique.

Plus simple, il y a l'exclusion. A Angers, la moitié des élèves du lycée tech-



M. circulaire...

nique ont été exclus pour ne pas avoir assisté aux cours un après-midi, pendant une manifestation, ils devront se réinscrire individuellement et signer un engagement d'assister régulièrement aux cours.

Dans un lycée de Provins des élèves ont reçu leur bulletin avec dans la rubrique observation « en cas d'échec aux examens, cet élève ne sera pas repris dans cet établissement ».

Au lycée Montaigne le proviseur a informé les parents que tout élève n'assistant pas aux cours le 26 avril serait considéré comme exclu.

Mais non content de s'attaquer aux élèves, on s'attaque aussi aux professeurs. A la Rochelle un professeur du lycée Eugène-Fromentin a été exclu pour avoir refusé de faire cours à quelques élèves. Mais la raison est autre part, en effet il avait soutenu la grève et participé à des contre-cours.

Bien sûr ceci n'est qu'un début. Pour la rentrée de Pâques, le recteur de l'Académie de Toulouse a promis de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la reprise normale des cours et tout naturellement il a déclaré que tout élève qui n'irait pas en cours serait renvoyé avec « ce que cela implique sur les allocations familiales, les bourses, etc. ». Ainsi, les parents, surtout dans les familles aux revenus modestes, devront faire pression sur leurs enfants, qui ont besoin de bourses pour continuer leurs études, pour qu'ils reprennent les cours.

Pour les autres récalcitrants, une autre menace, l'interdiction de subir leurs examens.

Voilà la belle France libre et démocratique dans laquelle sont « élevés » les écoliers. Et ensuite on s'étonne que certains brûlent leur école.

Pierre Cells ■

tain qu'on ne parlera pas beaucoup de tout cela dans les lycées à la rentrée de Pâques. On parlera plutôt de la répression sous tous ses aspects. En effet, avant les vacances, Pompidou, Messmer et Cie nous avaient prévenus : on se voulait généreux avec les O.S. et sévères avec les jeunots. Ça paraît gros et débile, en fait c'est très malin : on enferme les lycéens dans le cycle répression-mobilisation, répression-retombée du mouvement et on les coupe des travailleurs.

En effet, on s'est aperçu au premier et second trimestre à Paris que la mobilisation pour défendre Wander et Najman, frappés par la répression,

marchait mal, touchait peu de monde et ne donnait pas lieu à une politisation intéressante. Le pouvoir en a tiré les leçons (voir ci-contre) le mouvement lycéen pas encore et c'est une faiblesse pour la rentrée.

L'autre volet de la politique intelligente du pouvoir c'est d'isoler les importants pour que les travailleurs ne laissent aux universitaires, la jeunesse dans son ensemble l'a compris, il lui reste à le faire comprendre aux travailleurs.

Comment ? En les associant le plus possible au contrôle sur les lycées, par le biais des parents d'élèves, des

collectivités locales, et surtout en imposant la présence massive et la publicité des luttes de l'usine et de la cité à l'intérieur des FSE (foyers). C'est possible et c'est la seule façon de trouver un débouché politique au mouvement lycéen et aux nouveaux militants qui s'en dégagent, et qui sont nombreux.

Reste le problème de l'existence du mouvement lycéen encore dissous par les vacances. Il faut que la mobilisation reparte dès la rentrée et c'est là notre tâche prioritaire ; on a du pain sur la planche, camarades !

Paul Hubat ■

tenant ?



Facs, profs

le premier débat

Le premier débat de cette rentrée parlementaire posera, à la tribune du Palais-Bourbon, le problème des sursis et de la loi Debré. Comme toujours, c'est avec un mois de retard sur la rue que va réagir le Parlement... Les revendications lycéennes seront, n'en doutons pas, largement déformées ou récupérées, par les uns et les autres. Du moins y aura-t-il une voix, celle de notre camarade Le Foll, pour rendre au problème toute sa dimension. Nous publions ci-dessous un extrait de sa déclaration.

- La mobilisation des lycéens, des élèves des C.E.T. et des étudiants se poursuit.

Elle se poursuit, non pour obtenir le simple rétablissement des sursis ou une amélioration de la loi sur le service national, mais l'extension des sursis et la refonte complète dudit service. Les lycéens, les travailleurs, posent en ce moment le problème de l'armée dans la nation : ses finalités, son organisation, son mode de recrutement et de fonctionnement. Ils articulent leurs questions autour d'une notion profondément nouvelle : celle d'armée populaire.

Or, à ces questions pourtant essentielles pour l'avenir du pays, le pouvoir actuel a choisi de répondre de deux manières : le silence marmoréen d'une part, qui devient une seconde nature pour le gouvernement dès que l'on agite des problèmes essentiels : le droit de vote des jeunes, l'avortement, les sursis ; la répression d'autre part, avec son cortège de brutalité et de mesquinerie. Dans cet exercice, M. Fontanet, ministre de l'Education nationale, vient de se distinguer tout particulièrement. Il est vrai que l'exemple venait de haut, si l'on se souvient des paroles de M. Pompidou dans un récent conseil des ministres, ou des reproches de M. Messmer à Sarrebourg.

La circulaire adressée aux chefs d'établissements est une véritable déclaration de guerre à la jeunesse. Le corps professoral a déjà réagi en indiquant qu'il ne servirait pas d'agent de la répression dans les lycées. Croit-on vraiment, sur les bancs du gouvernement, que l'on peut résoudre un problème en

menaçant, effacer des questions posées par la matraque, escamoter un enjeu aussi vital que celui de la défense populaire par un tour de passe-passe ?

C'est ce que nous ne croyons pas, pour notre part (...).

Il nous semble que la réflexion sur le sujet devrait s'orienter dans quatre directions essentielles :

— premièrement, abrogation de l'article 72 et indication que le service national comprend des périodes d'activité et de réserve. Les obligations d'activité comporteraient un service actif de 12 mois, pouvant être accompli en une ou plusieurs périodes.

— deuxièmement, le libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans et l'extension des sursis pour tous les jeunes.

— troisièmement, l'incorporation dans des unités cantonnées dans le département de résidence des appelés.

— quatrièmement, la reconnaissance et la garantie des droits d'expression et d'activité politiques, ainsi que du droit syndical.

Ceci ne dispense pas d'aborder le problème de tous les réfractaires au service militaire : réforme du statut de l'objection de conscience sous sa forme actuelle, droit à l'objection de conscience politique.

Il faut avant tout rester à l'écoute de la rue, à l'écoute de notre jeunesse. Que le gouvernement ait préféré se boucher les oreilles sur la question, libre à lui. Nous sommes là aussi pour l'obliger à regarder la vérité en face.

Yves LE FOLL ■

• étudiants : trois axes

Pourquoi les étudiants semblent-ils à la traîne de leurs camarades lycéens dans leur lutte contre la loi Debré ? Une « gauche étudiante » existe pourtant, mais elle souffre de certaines lacunes qui lui interdisent pour l'instant de mobiliser le milieu universitaire sur des thèmes de combat communs avec lycéens et travailleurs.

Contrairement à ce qui s'était déroulé en Mai 68, le mouvement étudiant semble être à la remorque des lycéens. Seuls les éléments les plus avancés du secteur étudiant participent à la lutte actuelle contre la loi Debré. La mobilisation, étant principalement axée sur la loi Debré et non sur la suppression du DEUG (1), les étudiants ne sont qu'indirectement concernés. De même si la grève s'est développée dans presque toutes les universités, elle n'a touché le plus souvent qu'une minorité d'étudiants. Les autres en ont profité pour prendre des vacances anticipées ou pour travailler chez eux.

vacances de Pâques, celui-ci ne pourra plus se raccrocher au mouvement lycéen et poursuivre une grève qui deviendra de plus en plus minoritaire.

Il lui faudra d'abord réexaminer les thèmes de la mobilisation : la lutte contre la loi Debré, et plus largement contre l'armée bourgeoise, ne semble pas être suffisamment mobilisatrice. Par contre la lutte contre le DEUG l'est davantage, mais elle est aussi plus ambiguë, car elle comporte certains aspects corporatifs difficilement compatibles avec une lutte contre l'université de classe. Voilà pourquoi la « gauche étudiante » n'ose pas trop mobiliser sur ce thème.

Un véritable débat sur les perspectives et sur l'organisation du mouvement est donc plus que jamais nécessaire. Pour nous, le mouvement actuel doit permettre la structuration de la « gauche étudiante ». Cette structuration doit aboutir à la création d'un mouvement étudiant permanent, non inféodé à une quelconque organisation politique, sur des bases anticapitalistes. Le mouvement doit se créer localement fac par fac. Ensuite quand le mouvement existera à la base, il pourra se structurer régionalement d'abord, puis nationalement.

Dans la période actuelle le mouvement doit se donner trois axes de lutte principaux : l'université, l'armée, la liaison avec les travailleurs et leurs organisations. Il ne s'agit pas seulement de répercuter telle ou telle lutte ouvrière significative. Il faut réaliser la jonction étudiant-ouvrier à la base, de façon permanente avec les travailleurs des universités ou des entreprises proches géographiquement ou liées financièrement à l'université. Cette liaison doit se réaliser par un travail sur des thèmes communs comme la hiérarchie, l'emploi, l'armée briseuse de grève et surtout la formation permanente.

Secteur étudiant ■

(1) Diplôme d'Etudes Universitaires Générales.

TEP
direction guy rolain
théâtre national
26 avril - 31 mai
FRANK V
durrenmatt
17, rue malte-brun - paris-20^e.
m^o gambetta - tél. 636-79-09.

deux lacunes

Cependant une telle situation est loin d'être négative. Elle prouve l'existence d'une « gauche étudiante » développée dans tout le pays, clairement anticapitaliste par ses mots d'ordre et par son soutien aux luttes ouvrières.

Par contre cette « gauche étudiante » présente deux lacunes que l'on ne retrouve pas dans le mouvement lycéen :

1. La coupure de cette gauche avec l'ensemble du milieu étudiant. Une telle coupure est due essentiellement à l'ambiguïté pesant sur l'avenir professionnel des étudiants (de l'employé de bureau au futur P.-D. G.) mais aussi à une certaine pratique des militants révolutionnaires qui rejettent à priori les réformistes de l'UNEF Renouveau alors qu'un débat politique aurait été souhaitable.

2. L'absence de démocratie réelle au sein de la « gauche étudiante ». Le meilleur exemple est celui de la Ligue communiste qui cherche à rester à la tête du mouvement pour récupérer les éléments radicalisés dans son organisation, ou dans une organisation croupion. Ceci amène la Ligue à refuser tout débat politique tant sur les formes d'organisation de la gauche étudiante, que sur les perspectives du mouvement.

Ainsi lors de la dernière coordination nationale des facs en grève, la Ligue que « contrôlait » presque la moitié des délégués a étouffé le débat. Celui-ci a uniquement porté sur la forme de la participation étudiante à la manifestation unitaire du 9 avril. Quant aux formes d'organisation et aux perspectives du mouvement, tout a été bloqué en une seule motion, soumise à un seul vote sans le moindre débat ! De même la désignation du collectif étudiant s'est déroulée dans les coulisses et les membres du collectif ont été désignés selon le bon vouloir de la Ligue.

Cette absence de débat porte un coup sévère au mouvement étudiant. Après les

PIERRE GUIDONI
HISTOIRE
DU NOUVEAU
PARTI SOCIALISTE
26F
JEAN-PIERRE OPPENHEIM
LA C.F.D.T.
ET LA PLANIFICATION
histoire de la C.F.D.T.
25F
MAURICE CATANI
L'ALPHABETISATION
DES TRAVAILLEURS
ETRANGERS
26F
REGINE BURFIN
LE FRANÇAIS
POUR TOUS
25F

● SNES : l'ouverture est-elle possible ?

Un congrès du S.N.E.S (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire - F.E.N.) a ses rites, ses habitudes et ses habitués. Chaque délégué — qu'il soit de la majorité ou de l'opposition — aime retrouver, tous les deux ans, cette atmosphère mi-solennelle mi-folklorique qui règne pendant plusieurs jours dans cette sorte de conclave laïque. Celui qui vient de se tenir à Rouen du 11 au 14 avril n'a pas échappé à la règle. Cependant, certains aspects ont tranché avec la tradition : ils sont inquiétants. Serait-ce que, face à la crise irréversible de l'école capitaliste, il devient de plus en plus difficile de vouloir éviter les clivages entre ceux qui croient encore à cette école et ceux qui n'y croient pas — ou plus ?

COMMENT se prépare un tel Congrès ? Les syndiqués sont peu habitués à ce genre d'exercice, ne ressentant guère la possibilité ou l'efficacité du débat ; ils sont habitués au contraire à ce que les actions quotidiennes ou régulières du syndicat soient décidées d'en haut dans un cadre bien défini à l'avance, sans possibilité de redéfinitions par la base. Les syndiqués doivent donc être animés d'une motivation particulièrement forte pour participer réellement à la préparation, complexe d'un Congrès, qui, précisément, a pour objet de définir une orientation pour deux ans.

Alors qui décide ? En général l'appareil provincial — académique — est assez rodé pour faire en sorte que les problèmes brûlants qui risquent de se poser soient suffisamment amortis au moment de la discussion pour éviter une réaction d'une base militante qui ne peut être toujours mobilisée. Bref, la représentativité des délégués résulte d'un dosage savant entre, d'une part, les nécessités d'une démocratie formelle (représentation par tendances telle qu'elle a pu se dégager des consultations d'ensemble dans l'urne, ou de votes, obligatoirement par tendances, qui se sont effectués dans les congrès académiques) et, d'autre part, les nécessités d'éviter des modifications trop profondes de l'orientation globale de la direction sur des problèmes précis et significatifs (auxiliaires, lycéens).

Dès le départ, malgré l'organisation des commissions, le Congrès est joué dans la mesure où, ramenant tous les votes sur les principaux aspects de la vie syndicale à une orientation générale de tendance, il est pratiquement impossible à une proposition d'une tendance minoritaire qui pourrait être adoptée par une majorité de syndiqués consultés, d'être prise en considération, si l'état-major de la tendance majoritaire en décide ainsi. D'où le caractère rituel du débat : chacun doit jouer le jeu comme si ce jeu, précisément, n'était pas joué d'avance. D'où l'impression un peu irréaliste qui se dégage d'une confrontation qui échappe en réalité à la majorité des syndiqués, mais qui masque un conflit politique portant sur une orientation stratégique implicite (réformiste ou révolutionnaire pour simplifier).

des nouveautés inquiétantes

Ce qu'il y a de nouveau cette année, c'est que pour la première fois depuis 68 la majorité bien assise du syndicat (tendance Unité et Action dominée par les militants du PC) ne semble plus vouloir jouer le jeu par rapport aux militants révolutionnaires.

Deux incidents significatifs sont en effet survenus qui semblent « porteurs d'avenir ». Le premier jour, une « bévue » semi-volontaire du responsable national de la catégorie des certifiés, Patard, a posé le problème de la présence d'un délégué, membre de la CA nationale parce qu'il avait soutenu la décision de sa section syndicale de ne pas participer à la grève du 7 décembre 72 et de faire verser une journée de salaire à des collègues de CET qui avaient fait six jours de grève. Il fut même traité de jaune ! La majorité a voté cette exclusion du Congrès... ; le troisième jour, une séance extraordinaire du Congrès était convoquée pour juger un jeune camarade de l'académie de Nancy qui avait giflé son secrétaire académique en réunion publique après un échange de propos

jugés diffamatoires par ce syndiqué. Exclu sur la demande de la section académique par la Commission nationale des conflits, il fit appel de la décision devant le Congrès. Comme le camarade s'était excusé publiquement de son geste, ayant même accepté de ne plus siéger à la CA académique, reprenant pour son compte la condamnation de la violence physique pour « traiter » les divergences dans le mouvement ouvrier, on pouvait s'attendre de la part du Congrès à une condamnation de principe, un blâme par exemple.

Or, sur pression des « colonels de province » que sont les secrétaires académiques — et parmi lesquels les non-membres du PC ne furent pas les derniers à exiger une tête — le Congrès a voté l'exclusion du syndicat pour 3 ans.

C'est la première fois, là aussi, qu'une telle mesure est prise. L'ambiance de la séance, véritable tumulte, les méthodes de pression psychologiques adoptées — on voulait amener le syndiqué non seulement à regretter son geste — ce qu'il fit — mais encore à reculer sur ses propres positions politiques, ne laissant pas d'inquiéter sur la pente prise et sont partie intégrante de la nouvelle situation créée.

Ces deux affaires — en soi relativement peu importantes — constituent en réalité, par leur conclusion, une réaction de faiblesse de la part du syndicat. L'organisation se sent agressée par la remise en cause de sa politique par les révolutionnaires, et n'est plus en état d'admettre et de supporter une contestation qui critique à la fois le contenu de son orientation et les méthodes utilisées pour la faire admettre par le maximum de syndiqués. Le syndicat a réagi comme le fait un enseignant traditionnel à l'égard des élèves récalcitrants : il a infligé une punition. La rénovation pédagogique a encore de beaux jours devant elle...

l'ouverture difficile

Mais la situation politique présente nécessite un ajustement des positions et des attitudes qui doivent permettre de concilier la politique d'ouverture voulue par le PC avec la nécessité de coller à la sensibilité moyenne de la majorité du corps enseignant. La démonstration fut particulièrement intéressante pour les deux problèmes brûlants de l'heure, les auxiliaires et les lycéens.

La direction veut désormais être présente de manière active dans le problème des auxiliaires. La lutte menée par les Comités de défense des auxiliaires depuis la rentrée, en particulier dans l'Ouest, le relais pris par le SGEN-CFDT au début mars font qu'il n'est plus possible de se contenter de dénoncer les « irresponsables antisyndicaux » qui... etc... Maintenant il faut participer aux luttes. D'où une grève prévue dans le courant mai sur ce problème précis (où est la plate-forme générale qui, du fait que tous les problèmes étant liés, il fallait les poser tous à la fois ?). Ouverture donc mais il ne suffit pas de participer aux luttes, il faut des mots d'ordre qui tiennent compte de la volonté collectivement exprimée par ceux qui les ont menées jusque-là et non essayer de « refourguer » une marchandise périmée et en réalité démobilisatrice. Là le débat fut clair : d'un côté, une orientation voulant poser le problème de la résorption de l'auxiliaire en termes individuels (on deviendra titulaire selon



Ceux qui y croient encore, et ceux qui n'y croient plus...

des critères différenciés — l'ancienneté, le niveau de qualification théorique, etc. — de l'autre, une orientation voulant poser en termes collectifs le problème de la titularisation immédiate de tous les auxiliaires avec comme préalable immédiat à obtenir qu'aucun auxiliaire ne soit au chômage à la prochaine rentrée (il est prévu 4.000 « vidages »). Déjà les actions prévues après la rentrée de Pâques permettant de porter un jugement sur les conséquences concrètes de cette divergence qui nous semble fondamentale.

Pour les lycéens — significativement repoussés à l'extrême fin du Congrès — on pourrait même dire après la fin prévue du Congrès puisque celui-ci devait se terminer samedi à midi et la séance consacrée aux affaires générales où le problème lycéen devait être évoqué eut lieu à partir de 16 heures — le présumé débat — il ne fut même pas passionné tellement cela ne semblait pas nécessaire — fut là aussi clair.

D'abord la majorité s'est sentie obligée de constater une situation : « Le SNES constate l'esprit de responsabilité dont fait preuve la majorité des lycéens dans les luttes présentes » ; et elle semble découvrir une réalité — qui existe, en particulier, pour les étudiants, depuis le Moyen Age à savoir que « pour les lycéens la grève n'est pas le refus de fournir un travail rémunéré à un employeur mais l'arrêt de l'étude par ceux-là même qui en bénéficient. La décision d'y recourir mérite donc un examen approfondi. » Texte ambigu permettant à la fois des interprétations ouvertes — reconnaissance du droit de grève — ou fermées — « Ce n'est pas une « vraie grève », c'est une grève de privilégiés », etc. » A signaler une ouverture, la reconnaissance de la légitimité d'un mouvement minoritaire d'élèves dans certaines situations, par exemple

dans une lutte antifasciste, et une fermeture : la condamnation sans nuance des contre-cours qui « mettent » en question la nécessité de la fonction enseignante.

Bilan pessimiste dira-t-on, trop négatif, volontairement noirci, sous-estimant l'ouverture ? En réalité le caractère défensif de l'attitude de la majorité du SNES montre bien que c'est une réponse de faiblesse face aux initiatives des forces révolutionnaires dans les luttes sur l'école, que ce soit au niveau des auxiliaires, comme au niveau des enseignés, sans parler des étudiants. C'est parce que sa ligne est remise en cause aujourd'hui dans la pratique qu'il y a réaction de repli. On est conduit à s'interroger sur la relation qui peut exister entre cette réaction d'organisation et celle du corps enseignant lui-même. En effet les luttes récentes ont remis en cause plus profondément que jamais les piliers sur lesquels s'appuie la majorité des enseignants du second degré (qui sont des certifiés), d'une part, la hiérarchie avec les auxiliaires qui, en revendiquant la titularisation immédiate et un salaire égal pour un travail égal, remettent en cause les concours qui la justifient et, d'autre part, la nécessité objective de la fonction enseignante avec les contre-cours organisés par les lycéens.

le test

La capacité de défense et de riposte du SNES face à la politique du pouvoir (rentabilisation avec l'auxiliaire, répression contre enseignants et lycéens) sera le test pratique qui permettra de définir concrètement les limites des possibilités d'intervention positive à l'intérieur de cette organisation.

Bernard RAVENEL ■

PSU - DOCUMENTATION

Vient de paraître :

N° 42-44 : Mouvement révolutionnaire et université
Prix : 3 F

Numéros disponibles :

N° 16 : Les travailleurs émigrés	
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	1,00
N° 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	2,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire international	1,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	2,00
N° 35-36-37 : le PSU analyse l'accord entre le PCF et le PS pour un programme commun de gouvernement	3,00
N° 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,00

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée
75015 PARIS

Paiement à la commande par chèque bancaire ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.

BREST : du côté des "zupiens"

Il y aura bientôt 25.000 habitants dans la ZUP de Brest : les lecteurs de « TS » la connaissent déjà puisque les militants ont présenté dans les numéros 533 et 535 un bilan de leur action. Dans tous les quartiers de la ville, les habitants prennent en main le problème de leur cadre de vie : à Tréornou-Kéréderm, les locataires sont parvenus à imposer, par des manifestations d'enfants et d'adultes, l'occupation et l'aménagement « sauvage » d'un terrain de foot, que la municipalité réalise dès le printemps 73 le terrain de jeu dont les enfants du quartier ont besoin. La tour de 15 étages que l'OPHLM voulait construire à cet emplacement attendra que l'Office ait des crédits... Au quartier du Polygone, il s'agit d'empêcher l'expulsion de travailleurs immigrés d'un quartier de baraques datant de la Seconde Guerre mondiale : les habitants exigent d'être relogés sur place. C'est sur le problème des charges que les « zupiens » se sont mobilisés : les militants PSU qui participent quotidiennement à ce combat en tirent ici les leçons.

DEPUIS plusieurs années, les locataires des grands ensembles ont appris à aller contrôler les comptes des offices communaux de HLM et à vérifier la justification des rappels de charges exigés : ce qui est toujours fort instructif. L'ensemble des trois quartiers HLM de Kerhallet, Quizac et Penfeld est chauffé par deux chaudières collectives, confiées à une société privée, la Secouest. Pour chauffer à 18 °C un appartement de 68 m² pour une durée moyenne de 180 jours, cette société facture à l'Office 13.700 thermies de propane ; pour les 198 jours de chauffage de la saison 70-71, cela représente au forfait la bagatelle de 17 millions et demi de thermies.

Bien involontairement d'ailleurs, Gaz de France a communiqué la consommation réelle : 13 millions de thermies. La différence se chiffre à 18 millions anciens (soit 135 F pour un F 3 et 185 F pour un F 5), somme volée le plus légalement du monde aux locataires. Sachant que l'an dernier c'est 12 millions anciens qui ont été ainsi « détournés » et que le contrat est prévu pour dix ans, calculez pourquoi le « service public » est si rentable quand il est pris en charge par le secteur privé...

Ce qui n'empêche d'ailleurs pas les services publics de réaliser de copieuses affaires sur le dos des habitants : en 1968, la ville de Brest avait passé un accord concédant à GDF le marché du chauffage sur ces trois quartiers de Kerhallet, Quizac et Penfeld — GDF consentant, pour sa part, un rabais sur le chauffage domestique de l'ordre de 55 F par an, « tarif spécial ZUP » — qui augmente si vite que les locataires du quartier se trouvent bientôt défavorisés par rapport aux autres habitants de la ville.

la riposte

Le Comité de Défense des Locataires, qui a rassemblé les éléments de ce dossier, organise dès Pâques 72 une campagne sur le quartier : tracts, affiches, articles dans la presse. M^r Lombard, sénateur-maire et président du Conseil d'administration, choisit un temps la tactique du silence et du pourrissement ; et puis, en juin, le conseil d'administration de l'Office est convoqué en séance extraordinaire pour constater des faits que la Secouest ne conteste pas, mais qu'elle justifie en expliquant qu'elle gagne certes un peu ici, mais perd un peu par ailleurs...

Et puis, en septembre, quand vient le rappel des charges pour 1970-71, les tarifs sont toujours aussi élevés : 250 F pour un F 3, 450 F pour un F 5.

C'en est trop : à l'appel du Comité de Défense, plus de 250 locataires acceptent de retrancher du rappel réclamé la somme que la Secouest s'attribue indûment. Décembre 1972 : nouvelle étape. Le Comité de Défense est convoqué par le C.A. de l'Office et s'entend affirmer par M^r Lombard que jamais il n'a été question de contrôler les consommations réelles d'énergie — que ce soit pour le fuel ou le gaz. On ne saurait être plus clair : pas question de faire la moindre peine (même légère) à ceux qui exploitent les familles populaires... Tout de même, en janvier, GDF se sent obligé de rétablir le tarif « spécial ZUP » pour le gaz domestique : le « gain » global est de 3 millions d'AF pour le quartier, soit 46 F pour un locataire de consommation moyenne.

leçons

Voilà une « historiette » qui se répète chaque année à des dizaines d'exemplaires et qui ne mériterait pas tant de place si on s'en tenait là. Derrière les protagonistes, qui y a-t-il exactement ?

A ma droite, la Secouest, filiale d'un groupe international qui a réalisé en 1971 un chiffre d'affaires de 264 milliards d'AF, dont le siège social est à Paris, coté en Bourse, et financé par la Compagnie financière de Suez et l'Union parisienne. Le groupe, la SCAC (Société commerciale d'affrètements et de commission) emploie 16.500 personnes dans 200 établissements à travers le monde : ses relations avec la Shell lui permettent d'avoir le fuel à un prix intéressant : un détail dont les locataires brestois ne se sont pas aperçus... A la suite des protestations par voie de presse des locataires, la SCAC répond dans « le Télégramme » : « Citée comme la plus grande société de commerce française, la SCAC est largement implantée en Bretagne, ce qui devrait normalement réjouir vos lecteurs qui souhaitent voir s'installer dans cette région des sociétés aux reins solides. » Voilà le premier personnage, très puissant, très cynique : le capital, quoi !

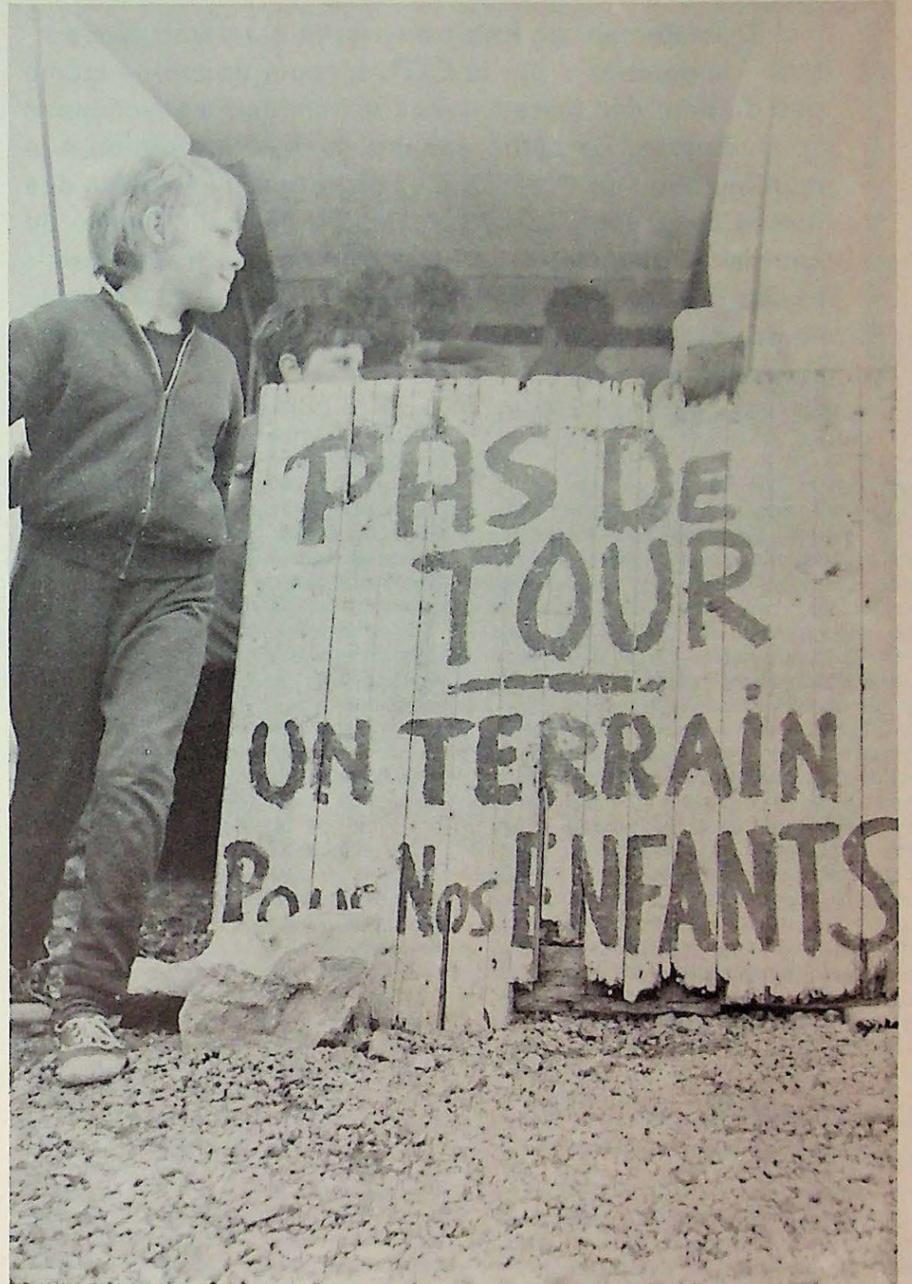
A ma gauche, les locataires des HLM, habitant les quartiers populaires

de Brest. Sensibilisés au problème par les tracts et les affiches, répondant largement aux questionnaires de l'Association, ils semblent toutefois attendre que le Comité de Défense mène la bagarre à leur place. Attitude difficile pour qui refuse le jeu de la délégation des pouvoirs : le travail collectif (répartition et rotation des tâches) s'avère très efficace.

L'un des points d'achoppement de l'action du comité est la liaison avec les syndicats : à quoi sert-il de gagner 50 F sur son salaire si on les perd par une augmentation des charges locatives ? Les syndicats de l'OPHLM,

permettrait quand même d'obtenir d'utiles renseignements sur les liens avec les sociétés privées... L'Office, qui accueille libéralement les revendications individuelles — il faut bien être « social » ! — est, par contre, très ferme en cas d'action collective : saisie, menaces, tout y passe...

Et ce, avec l'approbation de la municipalité centriste de M^r Lombard, qui joue à la tête de la ville de Brest le même rôle qu'à la tête du CELIB : malgré les renseignements précis dont il dispose sur la situation réelle du logement en Bretagne, il est le collaborateur fidèle du pouvoir — pouvoir privé comme pouvoir d'Etat. C'est lui



Contrôler l'avenir du quartier.

pourtant, ont refusé le contact. Si la CFDT s'était, au départ, contentée d'un communiqué, les contacts pris avec le « comité de grève » mis en place en octobre 72 à EDF-GDF permet une remise en cause de la notion de « service public » à la fois par le personnel et les usagers. Quant à l'organisation actuelle de la CNL (Confédération nationale des locataires) sur le plan local, elle est particulièrement inefficace.

Et au centre ? Eh bien, au centre, il y a les « services publics » : office des HLM, municipalité, direction de GDF. Ou plutôt, l'une des leçons à tirer du mouvement est qu'il a permis de montrer quel est le rôle véritable de ces services : aider les sociétés privées à réaliser leurs profits. Donc, eux aussi à ma droite, avec la Secouest.

D'ailleurs, comment s'en étonner ? Le conseil de l'office ne comprend que deux habitants des HLM : les autres sont commerçants, professions libérales — désignées par des organismes divers (allocations familiales, caisse d'épargne, sous-préfecture) ou conseillers municipaux. Et ce n'est pas encore demain qu'il sera ouvert aux représentants des locataires, ce qui, si l'on sait éviter le piège de la cogestion,

qui déclenche la répression en faisant saisir les salaires avec l'accord du sous-préfet.

Enfin, la direction de GDF a montré qu'elle ne discutait pas davantage avec les usagers qu'avec le personnel : seule l'action des locataires avait permis de rétablir l'avantage accordé aux habitants de la ZUP.

la volonté de contrôle

Si les militants du PSU, qui ont participé à cette action, peuvent légitimement en faire le bilan, que dire des militants du PCF qui se sont contentés d'appeler à voter pour le Programme commun ?

Si la revendication mise en avant est celle du contrôle — sur les charges, donc sur l'activité de la Secouest, de l'OPHLM, de la municipalité, de GDF —, la conduite de la lutte est déjà celle de l'autogestion : refus du « notable » et de la délégation de pouvoirs. Prise en charge directe du combat pour prendre en main ses affaires : voilà dans l'action la plus quotidienne la réalité en actes du socialisme que nous voulons...

SECTION DE BREST. ■

PCF : pour rester fidèle à lui-même...

L'éclatement de luttes ouvrières qui paraissent parfois « impulsées » par la CGT. L'appui donné — même pas du bout des lèvres — aux manifestations lycéennes et étudiantes. Le défilé unitaire du 9 avril, prélude à la manifestation du 1^{er} Mai qui va regrouper l'ensemble des forces de gauche. La reconnaissance quasi officielle du courant « gauchiste », en particulier des trotskystes : toutes choses auxquelles le Parti Communiste Français ne nous avait guère habitués. Et qui méritent qu'on y regarde de plus près.

CAR enfin : ce parti si sûr de lui, tout entier occupé de sa campagne électorale, où il a tenté de rassurer l'ensemble « des couches non monopolistes » qu'il entendait rallier au Programme Commun de la gauche, n'avait que sarcasmes pour les « gauchistes » dont il espérait sans doute secrètement la disparition à l'occasion du scrutin.

Depuis 1968, le refus du PCF d'accepter la présence des « gauchistes » dans les cortèges auxquels il participait — qu'il s'agisse du 1^{er} mai ou de l'Indochine — a eu la constance de Pénélope.

La dénonciation quasi policière des mêmes « gauchistes » — entre lesquels il ne faisait d'ailleurs guère de distinction — particulièrement sensible lors de l'assassinat de Pierre Overney, rencontrait même une hostilité attristée chez certains de ses militants.

Que s'est-il donc passé ?

une double constatation

Il est toujours difficile d'expliquer les apparents « changements de ligne » du PCF, en raison de l'hermétisme des communiqués diffusés à la presse, comme du secret qui entoure certaines délibérations de son Comité Central.

On peut toutefois penser qu'à l'issue du 2^e tour le PCF s'est trouvé face à une double constatation : d'une part la fidélité de son électorat et de ses militants lui ont permis de conserver la première place sur la gauche de l'échiquier politique. D'autre part, même si le redressement est sensible, il n'y a pas eu le « bond en avant » de la gauche escompté, et la victoire sur la majorité paraît remise aux calendes grecques...

Par-dessus tout, la déception des électeurs de gauche est grande. On entend beaucoup dire : « Si c'était pour en arriver là, ce n'était vraiment pas la peine de faire autant de concessions ». Cette déception, même s'ils ne peuvent l'avouer, les militants la partagent. Moins d'ailleurs ceux du PS, souvent nouveaux dans l'arène politique, et pour qui le redressement de leur parti peut constituer un motif de satisfaction.

Mais les militants du PCF ont souvent l'impression d'être allés à la limite des concessions que le Parti pouvait faire : le résultat ne leur paraît pas décisif quant à l'excellence du choix tactique opéré (la main tendue tous azimuts, sauf aux gauchistes). Ils méditent le mot de Lénine (*La Maladie infantile du communisme*, p. 22) : « l'homme politique désireux d'être utile au prolétariat révolutionnaire doit savoir discerner les cas concrets où

les compromis sont inadmissibles, où ils expriment l'opportunisme et la trahison, et diriger contre ces compromis concrets tout le tranchant de sa critique (...) il y a compromis et compromis... »

Face à cette relative défaite de la gauche et à ce désarroi de certains de ses militants, le PCF semble donc avoir réagi très vite. L'évolution de la situation l'y poussait : l'ampleur imprévue du mouvement des lycéens et des élèves des CET rendait difficile, politiquement, une attitude d'indifférence a fortiori de condamnation.

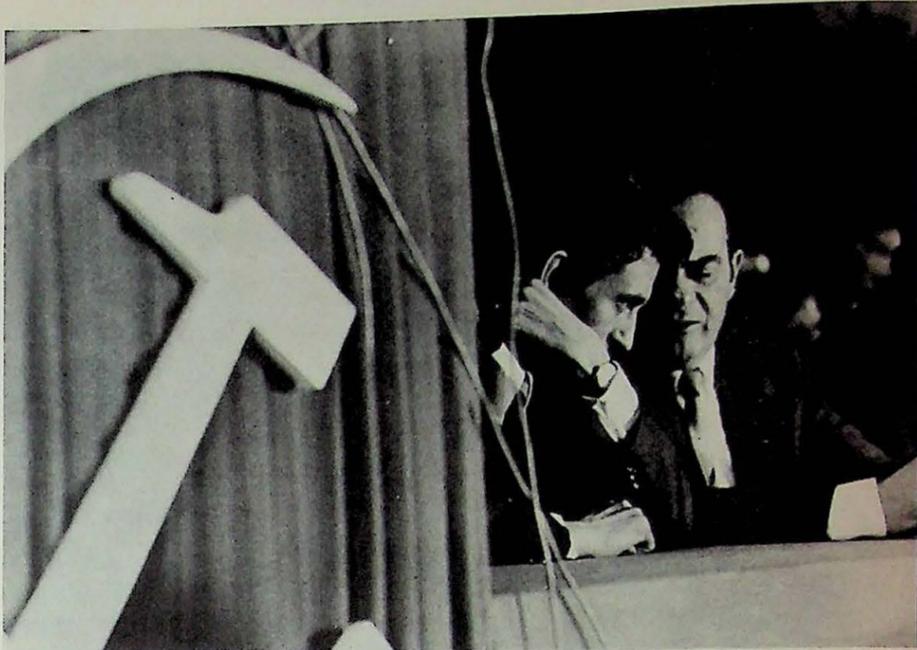
Le changement a été décidé, semble-t-il, aux alentours du 22 mars, lorsque les organisations de jeunesse du PCF ont appelé leurs militants à rejoindre la manifestation interdite de Denfert-Rochereau. Il avait été annoncé par le discours de Georges Marchais devant le Comité Central, autocritique voilée des méthodes et du style du Parti.

D'une part le PCF fait un pari sur la dégradation du climat social, consécutive à une nouvelle flambée des prix et aux mesures que fait peser sur l'économie la crise du système monétaire. Il se rend compte, d'autre part, que l'aspiration à la dignité et à la responsabilité était peut-être contenue en filigrane dans l'adhésion populaire au programme commun (ou plutôt à la victoire de la gauche, porteuse d'espérance tout court). Même si seul le P.S.U. en avait fait son thème essentiel : les grèves d'O.S. et d'immigrés, relayées par les O.P. confirment, si besoin était, cette analyse.

scruter les militants

Enfin, comme après chaque défaite, ou semi-défaite électorale, le P.C.F. a tendance à se replier non sur lui-même, mais sur ses militants, à les scruter. Il ne faut pas oublier en effet que le P.C.F. est avant tout une organisation et qu'il raisonne en termes d'organisation : vis-à-vis de ses militants, le P.C.F. entend se redonner un visage véritablement communiste.

Concrètement, cela se traduit par l'appui important — et étonnant — donné au mouvement de la jeunesse, l'acceptation de recevoir et de discuter avec des leaders « gauchistes », d'organiser avec eux une manifestation. Cela ne s'explique pas par la seule faiblesse du P.C.F. dans le mouvement lycéen et étudiant, ni par l'influence déterminante qu'a exercée le rassemblement de forces se réclamant du socialisme autogestionnaire, et auxquelles s'est rallié le P.S. au dernier moment, rassemblement auquel,



Un revirement décidé au sommet.

plus que tout autre, a travaillé le P.S.U.

On pourrait plutôt dire que le changement de style induit d'autres changements : priorité au travail dans les usines (bien délaissé pendant la campagne), stratégie de présence dans toutes les luttes (jeunes, immigrés, O.S.), durcissement de l'opposition au pouvoir, sensible au Parlement.

Ainsi, au lieu de refuser les luttes qui se mènent en dehors de lui (voir les combats : Michelin, Cégédur, etc.) ou de tenter de les récupérer (comme le mouvement lycéen et étudiant, avec l'U.N.C.A.L. et l'U.N.E.F.) le P.C.F. s'apprête à être à l'écoute de tout ce qui bouge, à lui porter son concours, avec le moins de retard possible, tout en maintenant sa stratégie de débouché politique parlementaire : il s'agit pour lui de la reconnaissance de ce qu'une victoire électorale populaire n'est pas envisageable sans mobilisation populaire concomitante.

ne pas rêver...

Qu'on mesure à présent l'aspect fondamentalement important de ce « tournant ».

Cela veut peut-être dire que la tactique de freinage ou de pourrissement des luttes va être abandonnée : d'où une ampleur accentuée des mouvements sociaux.

Cela veut peut-être dire que le débat pourra se poursuivre sans exclusive entre toutes les organisations de gauche et d'extrême gauche : d'où une mobilisation populaire beaucoup plus importante et l'impossibilité pour le pouvoir actuel de tirer sans cesse argument et parti des divisions de la gauche.

Ne rêvons pas...

Il y a dans ce pays un profond mécontentement, et une déception réelle de ce que la gauche n'ait pas accédé au pouvoir. Une volonté puissante de « changer la vie ». Que le P.C.F. la comprenne mieux qu'auparavant est un facteur positif pour notre lutte. Mais les conditions mêmes de ce revirement — dont rien ne prouve qu'il sera durable — restent exemplaires des méthodes du P.C.F. : il a été décidé au sommet, après que les responsables fédéraux sélectionnés eurent pris très vite, le « vent » de la base.

Ainsi un camarade communiste ayant des responsabilités de section à Paris, vivement tancé avant le 2 avril pour avoir émis l'idée qu'un rapprochement avec les « gauchistes » et le P.S.U. lui paraissait nécessaire sur la question des lycées, a eu la surprise de voir le responsable de section re-

prendre ses affirmations une semaine plus tard. Il s'ensuit un certain flottement dans les rangs des militants du parti, qui ne savent plus toujours à quel saint se vouer.

Ils seront repris en mains assez vite, il n'en faut pas douter : dans une grande organisation comme le P.C.F. les délais de transmission et d'assimilation sont forcément un peu longs.

La méthode utilisée pour promouvoir ce qu'on peut interpréter comme un changement de ligne demeure donc fondamentalement contestable. D'ailleurs, elle est contestée : par les jeunes, qui se sont rendus moins nombreux à la manifestation du 9 avril à Paris par crainte d'une récupération de leur mouvement ; par les ouvriers en lutte dont les mouvements, même soutenus par eux, continuent d'échapper à la direction des syndicats : débrayages, reprises du travail, grèves, occupations, évoluent très vite et l'on a l'impression que les syndicats (C.G.T. comme C.F.D.T.) s'essouffent à leur courir après. La situation, selon certains responsables syndicaux, est « insaisissable » comme disait l'autre...

De cette aspiration à mener soi-même la lutte sur son lieu de travail ou d'existence, nous disons qu'elle nous paraît, par sa démarche même, porteuse d'une volonté autogestionnaire. Ce sont déjà des formes de contrôle ouvrier que pratiquent les lycéens en grève, les O.S. en lutte, jusqu'aux chauffeurs de taxis de Lyon. Des formes d'organisation démocratique des travailleurs, au niveau de l'atelier, de la chaîne, de l'usine.

Cette volonté est potentiellement en rupture avec la stratégie et l'organisation du parti communiste, quelles que soient par ailleurs les bonnes intentions de ce dernier.

Elle pose la question du contenu politique à donner à ces formes d'organisation spontanées, à ces luttes pour la dignité, des conditions plus humaines d'existence, d'autres rapports sociaux. C'est l'objet de la construction d'une force socialiste autogestionnaire, à laquelle le P.S.U. travaille résolument, et dans la clarté et l'unité à la fois.

avant le 11 mars !

Les militants du P.S.U. n'ont pas attendu le 11 mars et ses suites pour travailler dans ce sens : ils étaient déjà présents. Avant que le P.C.F. — tant mieux pour les travailleurs d'ailleurs ! — « se transforme » — selon le mot ironique et désabusé d'un de ses militants — « pour rester fidèle à lui-même... »

Lucien SAINTONGE ■

INDOCHINE :

les masques tombent

Rien n'est réglé en Indochine. Les accords de Paris sont un paravent qui servent à masquer une nouvelle forme d'agression. Les Américains et leurs alliés refusent de reconnaître la victoire des forces populaires et tentent de la saboter. Les peuples d'Indochine ont toujours besoin de notre appui.

EN Indochine, les masques tombent. Le problème des prisonniers politiques au sud n'est pas réglé, et chaque jour apporte de nouvelles révélations sur l'enfer des camps de Thieu et les trop fameuses « cages à tigres ». Les accords de Paris ne sont pas respectés : Nixon reçoit à Washington une des parties (Thieu) sans recevoir l'autre. Il est vrai que pour voir son valet, il suffit de le sonner. Les « vols de reconnaissance » américains (pour employer le langage des journaux bien informés) ont repris sur le Vietnam du Nord. Le Laos et le Cambodge subissent des bombardements massifs dont la fréquence et l'intensité dépassent celles de derniers raids sur Hanoï : 120 sorties de B. 52, 3.000 à 4.000 tonnes de bombes déversées par jour...

Ainsi les Américains et leurs alliés, à l'abri des accords de cessez-le-feu, dont la publicité a été savamment orchestrée, tendent-ils de modifier l'équilibre des forces à leur profit et de continuer la guerre par d'autres méthodes. Comme si la victoire des forces populaires n'était pas, déjà, éclatante. Sans les bombardements américains, il est clair que jamais le gouvernement de Saïgon n'aurait pu obtenir le statut de « partie autonome » au règlement du conflit qui lui a été reconnu. Sans les nouveaux bombardements massifs au Cambodge, il est clair que les forces du FUNK seraient actuellement en voie d'investir Pnom-Penh.

le jeu américain

En effet, le jeu américain en Indochine va désormais osciller d'une espèce de mégalomanie criminelle devant les défaites que l'impérialisme subit qui à Saïgon, qui à Pnom-Penh, qui à Vientiane, et peut-être bientôt en Thaïlande, à une extrême prudence diplomatique liée aux accords commerciaux avec l'U.R.S.S. et aux nouvelles relations nouées avec la Chine. Autant il semble qu'il ne soit désormais plus possible d'écraser physiquement la résistance ou l'offensive victorieuse des révolutionnaires indochinois, autant une politique insidieuse de grignotage des acquis des accords de Paris et Vientiane (1) s'accompagnant sur place d'opérations de reconstruction d'une « troisième force » sont probables.

Ce ne sont ni les Soviétiques, engagés dans une fantastique négociation commerciale avec les Etats-Unis, ni les Chinois, préoccupés de rompre un isolement économique et di-

plomatique vieux de trente ans, qui prendront la responsabilité d'obliger les U.S.A. à respecter lesdits accords et le droit à la libre autodétermination des peuples d'Indochine (2). Autrement dit, les révolutionnaires indochinois, selon le mot de Mao-Tsé-Tong, ne peuvent « compter que sur leurs propres forces ».

Et, pour ce faire, ils disposent de deux atouts essentiels : une situation militaire favorable ; une position politique en progrès.

Le cas du Vietnam et celui du Cambodge, qui ne sont pas au même stade du processus de libération nationale, doivent être dissociés.

l'impérialisme menacé

Au Vietnam, le statu-quo militaire, du fait du maintien sur place d'un effectif important de militaires et conseillers américains, et de la présence de la commission internationale de contrôle, sera vraisemblablement maintenu vaillamment, à moins d'un effondrement subit des troupes de Saïgon. Or, les unités de ces dernières, qui ont fraternisé avec les Vietcongs, ont été immédiatement remplacées par des troupes « d'élite » (rangers), Saïgon s'efforce de colmater les brèches.

C'est donc sur le plan de la lutte politique que vont porter les efforts des révolutionnaires vietnamiens. Nul ne doute que pour eux leur implantation dans les zones libérées et l'organisation sociale donnée à ces zones constituent une carte politique de première importance, ce d'autant plus que dans les villes — et à Saïgon même — la lutte clandestine se développe, ses ramifications sapant lentement mais sûrement le pouvoir chancelant de Thieu, acculé à des méthodes fascistes d'élimination des opposants qu'il ne pourra pas pratiquer très longtemps au regard de l'opinion internationale.

Au Cambodge, les perspectives sont sensiblement différentes, la situation étant plus évolutive. D'ores et déjà, les forces du Funk dirigées par le prince Sihanouk, sont maîtresses d'environ 90 % du territoire groupant 80 % de la population khmère, et ce malgré les efforts considérables des Américains pour sauver Lon Nol, efforts illustrés par la récente visite du général Haig (au cours de laquelle le remplacement de l'équipe Lon Nol aurait été décidé au profit d'une équipe plus « neutre », et l'incursion, il y a quelques jours, de trou-

pes de Saïgon au Cambodge. Si jusqu'à présent, la capitale n'est pas encore tombée, il faut y voir l'effet d'une décision politique délibérée du G.R.U.N.K. en exil. Ce dernier entend que la capitale se libère elle-même ; soit qu'elle se vide de ses habitants (invités chaque jour à rejoindre les zones libérées) pour n'y laisser subsister que les troupes de Lon Nol, promises à l'assaut final. Soit que les habitants de Pnom-Penh se soulèvent et chassent Lon Nol.

position de force

Des signes avant-coureurs se manifestent. Les 60.000 ouvriers (presque l'intégralité de la classe ouvrière cambodgienne) de Pnom-Penh sont en grève illimitée, professeurs et étudiants manifestent en masse contre la hausse des prix et la corruption du régime. Ces manifestations réprimées sauvagement par les mercenaires de Lon Nol, mais elles accélèrent une prise de conscience qui ne laisse guère de chances, à terme, au régime en place. Voilà l'explication de la fermeté toute particulière des déclarations du prince Sihanouk sur son refus de négocier avec les fantoches. Il est en position de force et il le sait. La triomphale tournée qu'il a effectuée, en toute sécurité, dans les zones libérées prouve les progrès réalisés par le Funk. Ce d'autant plus que l'organisation politique et administrative de la population de ces zones est remarquable, à base de décentralisation par la remise du pouvoir à des comités politiques locaux, élus par les habitants.

L'armée se compose de trois types d'unités, les unités proprement militaires chargées des opérations de guerre de mouvement, les troupes régionales dont le rôle d'animation économique est essentiel, et les bataillons locaux souvent composés de femmes, assurant la protection des villages.

Original aussi, le système de la propriété rurale, lié à l'attitude politique des anciens propriétaires et fondée sur la culture communautaire.

La reconstruction économique du pays se prépare ainsi à l'ombre des victoires des révolutionnaires. Or, face à la corruption et à l'inefficacité de l'administration Lon Nol, l'organisation démocratique des zones libérées, a un formidable impact politique. L'influence des Khmers rouges est d'autant plus forte qu'ils apparaissent comme de vrais patriotes peu aidés de l'extérieur, malgré les allégations mensongères du régime en place, cocassement démenties d'ailleurs par les services de renseignements amé-

ricains ! Au Vietnam, les mêmes facteurs jouent en faveur du G.R.P.

La lutte du peuple indochinois apparaît donc inéluctablement, comme victorieuse. C'est ce que nous affirmait vendredi dernier un délégué du G.R.U.N.K. que nous avons reçu rue Borromée.

Cette lutte, compte tenu des énormes moyens mis à la disposition des gouvernements réactionnaires installés par les Américains, risque cependant d'être longue et meurtrière (3). C'est pourquoi une pression de l'opinion internationale sur les Etats-Unis est nécessaire plus que jamais. Il faut contraindre les U.S.A. à céder du terrain et à abandonner leur politique de force, même camouflée. La mobilisation contre l'impérialisme américain et en faveur des révolutionnaires indochinois doit donc se développer dès maintenant. C'est le sens d'un appel comme celui du 12 mai à Milan (manifestation unitaire) auquel s'est joint le P.S.U.

Mais au niveau des Français, il y a davantage et immédiatement à faire : obtenir la reconnaissance du G.R.U.N.K., seule entité représentative du peuple cambodgien à l'heure actuelle. Il ne devrait pas être trop difficile de rafraîchir la mémoire des hommes en place à Paris : qui ne se souvient du fameux discours de Pnom Penh ? (4). Exiger également une action du gouvernement français pour l'application intégrale des accords de Paris conclus sur notre territoire. Mais il ne faut pas se faire d'illusions. A la veille d'une entrevue entre cher Dick et dear Georges, cette éventualité n'est pas probable.

Conclusion : Les peuples d'Indochine ont besoin de nous. Ils disent que leur victoire est aussi la victoire de tous les peuples du monde. Elle est en tout cas une leçon pour tous les révolutionnaires. Evitons que des hommes meurent pour rien ou pour retarder l'histoire.

Daniel LENEGRE ■

(1) — D'ores et déjà Nixon est revenu sur son engagement d'aider à la reconstruction économique du Vietnam du Nord, par exemple.

(2) — Encore moins doit-on compter sur la commission internationale pour le respect du cessez-le-feu qui paraît dépassée par les événements et dont les conclusions se situent souvent à la limite de la partialité.

(3) — Au Cambodge, on enrôle de force des enfants de 12 et 13 ans dans l'armée de Lon Nol.

(4) — Discours prononcé par le général de Gaulle lors d'une grande tournée asiatique : il a été à l'époque une condamnation assez brutale de l'engagement américain au Vietnam.

• maroc : l'épreuve de force

Le 3 mars 1973 restera peut-être dans l'histoire du Maroc une date comparable à celle du 1^{er} novembre 1954, la Toussaint sanglante, dans l'histoire de l'Algérie. Depuis ce jour, en tout cas, il semble bien que l'épreuve de force soit engagée entre le petit despote alaouite et son peuple, entre Hassan II et l'ensemble des forces populaires marocaines. Et qu'elle sera, cette fois, menée jusqu'à son terme.

B IEN sûr, cette journée du 3 mars n'a pas eu l'éclat et le retentissement international des deux putschs militaires manqués de 71 et 72 : Skhirat et l'attaque du Boeing royal. Ses conséquences risquent pourtant de modifier considérablement la situation marocaine : l'obstination aveugle et la maladresse brutale de Hassan II y seront pour beaucoup.

Ce jour-là — jour de la Fête du Trône et anniversaire de l'Indépendance marocaine — une série d'attaques de commandos contre des postes militaires dans les campagnes du Rif ou de l'Atlas et une série d'explosions au plastic dans les grandes villes (Casablanca et Rabat notamment) marquent le début d'une lutte armée contre le régime : le FNL marocain est né, et le fait savoir dans un premier communiqué où il revendique la paternité de ces incidents, la guerre populaire vient de commencer au Maroc.

17 ans de répression

Les relations entre le roi Hassan et l'opposition de gauche n'ont jamais été tendres... Née en septembre 1959 d'un regroupement des partis démocratiques, l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP) a connu pratiquement 17 ans de répression plus ou moins ouverte, avec ses temps forts et ses périodes d'accalmie. La gauche ayant refusé, l'automne dernier, la carotte que lui tendait le Pouvoir (une participation toute symbolique au gouvernement) elle va connaître maintenant — et plus fort que jamais — du bâton royal : les événements du 3 mars sont le prétexte à la bastonnade.

La répression s'est en effet abattue sur le Maroc, sévère, impitoyable. Après avoir dissous l'Union Nationale des Etudiants Marocains, le roi vient de « suspendre » l'UNFP. Selon Abderrahim Bouabid, ancien vice-président du conseil, ami et collaborateur de Ben Barka, et leader du parti — auquel le roi n'a pas encore osé toucher, mais on lui a confisqué son passeport — déjà 2.000 cadres et militants de l'UNFP ont été jetés en prison. Ils y sont au secret et doivent être jugés par un tribunal militaire, pour atteinte à la sûreté de l'Etat, selon un code remanié après l'attentat de Skhirat, qui supprime pratiquement tous moyens de la défense et escamote purement et simplement la phase de l'instruction : on passe désormais directement de l'enquête préliminaire au jugement (1).

Parmi ces prisonniers (le gouvernement n'avoue qu'une cinquantaine d'arrestations) une demi-douzaine d'avocats qui forment, autour de Bouabid, l'équipe dirigeante de l'UNFP.

Le gouvernement royal se sert donc de l'explosion armée du 3 mars dernier pour tenter de régler son compte

à l'opposition constituée : il pratique l'amalgame entre l'action légaliste de l'UNFP et la subversion naissante du FNL, agitant l'une pour régler son compte à l'autre.

Cela n'a rien pour surprendre : déjà en janvier dernier, deux des principaux accusés du complot du Boeing, avant d'être passés par les armes, avaient subi de longues heures de torture. La police voulait leur faire avouer qu'ils entretenaient des relations avec l'UNFP — et notamment deux dirigeants nommément désignés : Mohamed Lyazghi et Omar Benjelloun. Les officiers accusés — Amokrane et Kouera — avaient confié la chose à leurs avocats en leur demandant d'avertir les deux leaders qu'ils étaient



d'anciens militants de leur organisation, ou des syndicalistes, ou d'anciens dirigeants de mouvements étudiants. La plate-forme politique que le FNL a rendue publique dans son premier communiqué, si elle va plus loin que le programme des forces progressistes légales en déclarant vouloir construire un « Etat républicain et populaire », s'inspire pour le reste assez largement des thèses et des propositions de M^e Bouabid et de ses amis.

Et si le deuxième communiqué du FNL, publié après la première vague d'arrestations, se démarque de l'UNFP et blanchit ainsi les militants emprisonnés, il est clair qu'entre les légalistes et les autres, la distance n'est pas si grande. La politique du Palais

cain dispute maintenant sa part du gâteau au capitalisme français.

Dans le « mémoire » adressé en octobre dernier au souverain (au moment où se posait la question de sa participation éventuelle à un nouveau gouvernement, l'UNFP, qui réclamait l'élection au suffrage universel et direct d'une Assemblée constituante et législative, dressait un bilan chiffré particulièrement noir de l'état économique et social du pays (disparités croissantes des revenus, sous-développement en matière d'enseignement et de formation des cadres, chômage, etc.).

Il soulignait aussi « la crise de confiance » qui s'exprime dans « toutes les catégories sociales, dans les villes comme dans les campagnes », rappelait que les signes avant-coureurs de la crise actuelle n'avaient pas manqué dans l'histoire du jeune Etat Marocain (notamment le « Mai Marocain » de 1965, plusieurs dizaines de morts) et concluait clairement que « l'ère du pouvoir absolu, ou des élections truquées, est révolue ».

Autre élément favorable : l'armée. Les événements de Skhirat et de Kenitra ont démontré qu'elle n'était pas monolithique. Les conjurés, dans les deux cas, ne se battaient pas tous pour la même chose, si la cible était la même. Les vieux éléments, formés dans l'armée française, anciens d'Indochine, compromis depuis toujours avec le régime (Oufkir, Medbouh) ont tenté de prendre le pouvoir avec les jeunes officiers formés depuis l'indépendance, beaucoup plus enracinés dans le petit peuple marocain et plus proches des forces populaires. (Abahou - Amokrane - Kouera).

Ils ont joué ensemble, tactiquement, ils ont perdu.

L'armée royale a été décapitée : il reste que ceux qui montent, derrière ces chefs abattus, appartiennent évidemment à la deuxième composante. Le roi pourra difficilement s'appuyer sur eux.

« la voix de la libération »

Reste enfin l'appui solide et efficace de la Lybie du colonel Khadafi.

Depuis Skhirat, l'appui du Conseil de la Révolution lybien aux opposants marocains n'a pas été démenti. Bien au contraire. Ayant rompu toute relation avec le gouvernement de Rabat, la Lybie abrite et épaula la jeune résistance armée.

Mais elle fait plus encore, et depuis plus longtemps : depuis 1971, elle diffuse sur le Maroc une émission de radio faite par des journalistes marocains exilés, et sous leur seul contrôle. L'importance de cette émission bimensuelle (« La Voix de la Libération ») est considérable. Elle a joué — reconnaissent les dirigeants de l'UNFP

Un Ben Barka collectif ?

« Une situation dramatiquement débloquée ». C'est ainsi que les dirigeants de l'UNFP présentent le résultat des récents événements au Maroc. « La liquidation physique menace nos militants, incarcérés au secret dans les prisons du régime. Seule maintenant la solidarité internationale peut encore les sauver ».

Dans l'épreuve de force engagée avec Hassan II, les appuis extérieurs sont effectivement devenus primordiaux pour l'opposition marocaine.

Et singulièrement en France, l'ancienne métropole.

Il y a 100.000 Marocains qui vivent chez nous. Dont 2.000 étudiants, pour la plupart opposés au régime. Sont-ils en sécurité ?

C'est une question qu'on est en droit de se poser, après l'affaire

Ben Barka. Surtout quand on sait que quelque 600 policiers des services spéciaux marocains se sont implantés en France ces derniers mois, soit dans les consulats (qui se sont curieusement multipliés) soit « déguisés » en travailleurs ou en étudiants, pour « quadriller » la colonie marocaine. Et quand on sait aussi que le trop fameux colonel DLIMI (impliqué dans l'enlèvement de Ben Barka) et chef des dits « services spéciaux » a fait, début avril, un très discret passage à Paris.

Alors ? les dirigeants de l'UNFP se posent des questions. De la simple surveillance, les flics secrets de Hassan en France ne vont-ils pas passer à la répression ? « Nous prépare-t-on — demandent-ils — une sorte de Ben Barka collectif ? ».

en danger : le même jour, 13 janvier, Benjelloun et Lyazghi recevaient chacun un colis piégé...

Le problème, c'est qu'à force de faire semblant de confondre, l'opposition légale et l'opposition armée, ceux qui veulent changer le régime de l'intérieur et ceux qui cherchent à l'abattre de l'extérieur, Hassan prend le risque de les faire effectivement se rejoindre.

Tout en proclamant qu'ils ne sont pour rien dans les événements du 3 mars — et des jours qui ont suivi — les dirigeants de l'UNFP sont bien obligés de reconnaître que les hommes du FNL marocain sont pour la plupart

aura en tout cas fortement contribué à la diminuer encore.

La vraie question est de savoir si le Maroc est mûr pour une révolution. Il serait hasardeux de trancher.

Il est vrai que la situation depuis l'Indépendance n'a cessé de se dégrader. La situation économique est désastreuse. Un pouvoir monarchique de plus en plus discrédité et isolé, sans aucune base populaire, gère pour la satisfaction d'une infime minorité, dans le népotisme et la corruption généralisée, une situation clairement néo-coloniale où la seule différence notable depuis la fin du « protectorat » français est que le capitalisme améri-

— un rôle primordial dans la maturation et la prise de conscience des masses, surtout dans les campagnes, privées plus encore que les grandes villes de toute information non officielle.

Deux fois par semaine, dans les villes et les villages, on se réunit pour écouter ces Marocains qui parlent à des Marocains, comme des Français autrefois parlaient à des Français, et que c'était bon, et que c'était important.

Ils parlent de leur vie de tous les jours, des problèmes agraires, sociaux, économiques, culturels du pays. Ils racontent l'histoire du Maroc, telle qu'on ne l'a jamais racontée aux

masses marocaines : l'affaire Ben Barka, par exemple. Le rôle d'Oufkir. Ils disent un autre Maroc possible où il ferait bon vivre.

Le régime a tout fait pour faire cesser cette radio bavarde : on a essayé les brouillages, on a tenté de faire intervenir l'OUA. On a fait remarquer aux Lybiens que ces gens-là à qui ils donnaient la parole, n'étaient pas de bons Musulmans et qu'ils ne se réclamaient pas du Livre pour prêcher leur révolution...

Même ce dernier argument n'a pas fait hésiter le très religieux Khadafi, dont on voudrait tant nous persuader qu'il n'est qu'un dangereux fanatique !

C'est dans ce contexte que le roi Hassan choisit la répression. C'est un choix dangereux. Mais est-ce bien un choix ? On peut penser que le petit potentat tire là ses dernières cartouches. On peut penser qu'il est condamné, soit qu'effectivement la révolution triomphe au Maroc, soit que les véritables maîtres du pays, les capitalistes de Paris ou de New York ne laissent tomber un régime qui a fait son temps.

Les solutions de remplacement existent, qui donneraient l'illusion du changement sans rien changer de fondamental pour les intérêts du capitalisme.

Encore faut-il réussir son coup... C'était en Lybie justement en 1969, le vieux roi Idriss était vraiment trop usagé, il fallait le remplacer. La CIA avait bien préparé l'affaire, et le coup d'Etat militaire devait sans coup férir mettre un homme sûr à la place du monarque déchu.

Il y a bien eu coup d'Etat militaire. Mais un tout petit peu plus tôt que prévu. Et pas par les militaires qu'on prévoyait...

Bernard LANGLOIS ■

(1) En passant, cette réforme du code pénal militaire instaure aussi la garde à vue illimitée.

• mauritanie : la chasse aux sorcières

La Mauritanie, il y a peu de temps encore, c'était pour l'Européen en mal d'exotisme l'appel du désert, la stature imposante découpée sur fond de soleil couchant de l'Homme bleu impénétrable sur sa monture ; c'était pour le touriste à la recherche d'émotions rares « cette expérience très saine, dont on revient trempé physiquement et moralement aminci et bronzé... » (1).

La Mauritanie, c'était encore pour quelques « réalistes de gauche » une des pointes avancées en Afrique sous influence française d'un « progressisme adapté aux conditions locales »... Le Vietnam du Nord, le GRP, la Chine populaire ne sont-ils pas présents à Nouakchott ? N'y défend-on pas avec vigueur la cause palestinienne ? C'était tout cela... ça ne l'est plus, ça ne l'a même jamais été.

AUJOURD'HUI, la façade se lézarde. Le régime de Moktar Ould Daddah met bas le masque. La « chasse aux sorcières » est ouverte.

En ce moment se monte de toutes pièces un procès politique contre vingt militants du Mouvement démocratique national (clandestin), arrêtés depuis le 23 janvier, sous l'inculpation « d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de haute trahison ».

Ces vingt militants (syndicalistes, ingénieurs, fonctionnaires, enseignants, étudiants et lycéens — dont un de seize ans), qui sont accusés de conception et de distribution de tracts, d'incitation des forces armées à la rébellion, de participation à la création d'organisations illégales, risquent, dans le climat actuel, la peine de mort.

A vrai dire, le régime se trouve pris dans le cycle implacable de la répression — ici d'une exemplaire stupidité — qui, à plus ou moins long terme, l'amènera à sa perte.

15 ans d'illusions

Pendant quinze ans, ce régime, qui prit le relais de l'administration coloniale, s'appuyant sur les forces traditionnelles des émirs guerriers, des cheiks religieux, et sur la bourgeoisie nouvelle : commerçants ou fonctionnaires sans rôle déterminant dans l'appareil économique, a pu faire illusion. Il est grand temps d'y regarder de plus près :

Libéralisme, démocratie ? C'est en décembre 1961 que naît le Parti du peuple mauritanien. Parti « unifié » dans lequel fusionnent trois formations pré-existantes, il s'érige en parti « unique » en 1964, au Congrès « historique » de Kaïdi. A partir de cette date,

seul le PPM peut désigner le candidat à la présidence de la République ; seul, il est habilité à « inscrire » les candidats à la députation...

« A Kaïdi, chante un poète, le Parti du peuple a dupé le Parlement — il lui a pris ce qu'il avait dans la main — doucement, sans faire couler de larmes... »

La première manche est gagnée : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, la direction du Parti unique sont entre les mains d'un seul homme. Mais la partie se complique... la jeunesse, le nouveau prolétariat ouvrier, ayant perdu la possibilité légale de s'organiser en dehors du Parti, se replie dans l'action syndicale au sein de l'Union des Travailleurs Mauritaniens (UTM).

Le pouvoir a tôt fait de circonvenir le sinistre Fall Malik, son secrétaire général. En Mai 1968, la direction de la Centrale approuvera le massacre de Zouerate (huit morts, vingt-trois blessés), où l'armée tire sur les ouvriers en grève de la Miferma. Bientôt, c'est l'affrontement : au Congrès national de février 1972, la quasi-totalité des syndicats professionnels rejette la direction pro-gouvernementale de l'UTM et s'organise dans l'UTM rénovée.

Le pouvoir crée alors une « commission nationale de réconciliation syndicale », en même temps que par centaines des ouvriers sont licenciés pour fait de grève, et mutés des responsables syndicaux de l'enseignement. Février 1970, le PPM décide sans autre forme de procès l'intégration de tous les syndicats audit parti. Juin 1972 : les congrès syndicaux rejettent massivement cette mainmise. Il ne reste plus au régime contre les travailleurs que l'arme de la terreur.

Progressisme ? Indépendance nationale ? En fait, et depuis quinze ans, l'essentiel de l'économie repose sur trois sociétés détenues par l'étranger, avec le consentement actif de l'Etat. La première de ces sociétés, c'est la MIFERMA (Société des mines de fer de Mauritanie) qui pille à une cadence accélérée le minerai à haute teneur de la Kédia d'Idjill, au nord du pays. Si ses redevances assurent 30 à 40 % des ressources du budget national, cet Etat dans l'Etat, dont le capital est français et européen — Rothschild, Dassault, USINOR — investit chaque année 20 milliards de FF, soit près de deux fois plus que le gouvernement mauritanien lui-même. La MIFERMA bénéficie de dégrèvements fiscaux énormes et de la liberté totale de rapatrier ses profits (6,6 milliards d'anciens francs déclarés de 1966 à 1969). Par contre, la moyenne des salaires versés aux trois mille ouvriers mauritaniens tourne autour de 20.000 F CFA (400 FF), soit à peu près ce qu'il faut pour subsister et se reproduire... A Zouerate, la ville minière, les bidonvilles encerclent les pelouses et les piscines des cadres européens.

Dans le secteur du cuivre, l'impérialisme français ne faisait pas le poids face aux capitaux américains et sud-africains. Mêmes avantages, mêmes profits pour la SOMINA, à Akjoujt, dont le trust des mines d'or Charter Consolidated détient 44,6 % des parts.

Le poisson constitue la troisième richesse du pays. Après quelques essais lamentables d'exploitation par une société nationale, les côtes ont été cédées à vil prix aux bateaux-usines japonais tandis que le gouvernement espagnol finance un complexe de traitement des produits de la pêche : l'IMAPEC.

Quand on sait que la MIFERMA et les autres monopoles impérialistes, en tant que sociétés « mauritaniennes », ne sont pas concernés par la révision des accords dits de coopération avec la France ; quand on sait par ailleurs que c'est forte des devises procurées par ces trusts étrangers que la Mauritanie quitte la zone franc, on conviendra que le régime Daddah a redoré à peu de frais son blason nationaliste à Paris...

la sécheresse et... le gâteau

Cependant, 90 % de la population vit de l'élevage et de l'agriculture. Ce monde nomade et paysan est le premier touché par la terrible sécheresse que le pays connaît depuis quatre ans. Le bétail a été décimé. Les bidonvilles ou les bidons-tentes grossissent autour des centres urbains, tandis que les migrations vers l'Europe s'accroissent.

Mais 4 % des crédits de l'Etat sont accordés au secteur rural... contre 23 % à la police et à l'armée ! contre 4/5 à l'entretien d'une administration parasitaire !

On entend parler du sorgho et du blé que Paris et la FAO expédient comme trompe-la-faim. Ce qu'on ne dit pas, c'est que les conséquences de la sécheresse sont infiniment aggravées par l'orientation générale d'une politique qui, depuis 1958, se soucie plus de ramasser les miettes du gâteau que

se partagent, sur place, les trusts étrangers, que de mettre en œuvre le moyen de satisfaire les besoins vitaux du plus grand nombre, en tenant compte des habitudes, des modes de production et de consommation populaires... Par la maîtrise de l'eau d'abord : puits, barrages, travaux d'irrigation.

L'Islam ? Le régime, manquant singulièrement de légitimité historique, s'érige en défenseur zélé de la religion et veut conforter ses assises en gouvernant sinon au nom du peuple, au moins au nom d'Allah. Une commission des affaires religieuses au sein du PPM adapte les principes « dégagés grâce à une interprétation saine du Coran et du Hadith (2) »... On en appelle à Dieu pour inciter les masses à la résignation ; on met les imams à contribution — pas toujours avec succès — contre le « communisme ».

Aujourd'hui, en Mauritanie, on torture, on humilie, on emprisonne. Des étudiants croupissent dans des cachots de 1,60 m sur 90 cm ou sont enrôlés de force dans l'armée. Dans les cours de récréation des lycées, des policiers, le doigt sur la gâchette, dispersent tout regroupement de plus de trois élèves ! Des syndicalistes sont déportés aux confins du pays. Des femmes déshabillées et violées à la matraque

dans un même front

Cependant, les tracts, les journaux photocopiés continuent à paraître, malgré les perquisitions ; les réunions et les manifestations publiques se succèdent, malgré les intimidations et les enlèvements ; les luttes s'étendent et se radicalisent.

Face à l'arbitraire, au pouvoir personnel, à l'exploitation capitaliste, une nouvelle conscience de classes émerge qui, dépassant les clivages de races et de castes, unit, dans un même front, syndicalistes, travailleurs, enseignants, étudiants, lycéens, chômeurs, épouses et mères de famille. Dans la clandestinité, le Mouvement démocratique national s'élargit et se trempe. Il organise aujourd'hui sur place et à l'étranger une vaste campagne d'information et de soutien aux vingt militants qui seront bientôt traduits devant un tribunal spécial. Les magistrats mauritaniens ont refusé de participer à cette mascarade ; par contre, on verra sans doute siéger côte à côte les patrons du deuxième bureau (sécurité intérieure) et des membres de la coopération française, comme l'honorable M. Cazes, président du Tribunal de Grande Instance à Nouakchott.

En France, un Comité de soutien à la lutte du peuple mauritanien (3) s'est constitué, il lance une opération d'envoi massif de cartes de protestation à Daddah-Miferma et reprend le slogan du MDM : « De l'oppression naîtra la liberté ! »

René LANARCHE. ■

(1) « Le Monde », 4 nov. 1972, p. 18. « Voyages à l'essai ».

(2) Hadith : texte juridique du Droit musulman.

(3) S'adresser à G. Massiah « Comité Soutien Mauritanie », pour adhésion, soutien politique et financier, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e.

partout des luttes !

Les réveils doivent être difficiles pour ces messieurs de la majorité pourtant persuadés au soir du 11 mars de s'être bien tirés du mauvais pas où leur rapacité, leur incurie, leur mépris des travailleurs les avaient mis.

La jeunesse scolarisée avait ouvert le feu. Les lycéens mobilisés par centaines de milliers ont bloqué une loi inique votée par la presque totalité des « honorables parlementaires ». Les étudiants ont répliqué aux « Une-Deug, Une-Deug » de Fontanet par la grève des cours et le refus de la sélection imposée par le patronat. Dans les C.E.T. s'est développé un puissant mouvement de refus d'une école à la fois caserne et usine.

C'est maintenant au tour des travailleurs de se mettre en mar-

che : le conflit des O.S. de Renault dressés contre l'esclavage de la chaîne et les rapports hiérarchiques pesants, ne s'est pas limité aux ouvriers de l'atelier 12. A Flins 4.000 O.S. de la sellerie, de la tôlerie et de la mécanique ont cessé à leur tour le travail le 12 avril, réclamant une révision des classifications. Partout des conflits éclatent à Renault-Sandouville ; à la Saviem (Caen et Limoges) ; dans la sidérurgie lorraine, à Peugeot, dans la pétrochimie, etc.

Dans le secteur public et nationalisé la tension monte... à la S.N.C.F. la « table ronde » direction-syndicats du 13 avril a accouché d'une souris. Aux P.T.T. une semaine d'action va avoir lieu du 2 au 11 mai, préparant une grève contre le démantèlement de l'entreprise et les tentatives de

privatisation. A l'E.D.F.-G.D.F., le 19 avril les négociations salariales n'ont pas réglé les problèmes essentiels posés par les travailleurs. Les syndicats du « secteur Santé » consultent pour organiser l'action.

Face aux travailleurs, la bourgeoisie se raidit. Pour diviser son personnel, la régie Renault utilise le lock-out massif - c'est un échec ! A Saint-Etienne, Peugeot a utilisé un commando de nervis pour expulser ses ouvriers. M. Ceyrac, président des patrons français, en réclamant la liberté des prix, menace le pouvoir d'achat des travailleurs.

C'est pour cela que le P.S.U. invite la classe ouvrière à répondre à ces provocations, à ces essais d'intimidation, par un 1^{er} Mai de luttes.

un 1^{er} mai de combat

La journée du 1^{er} Mai doit être une étape importante dans la lutte pour le socialisme.

Les grèves actuelles marquent une forte prise de conscience des travailleurs.

Les revendications mises en avant sur les conditions de travail, contre la hiérarchie et sa caporalisation, contre les cadences accélérées s'attaquent à l'organisation capitaliste du travail et à l'étouffement de toute possibilité d'épanouissement des travailleurs.

Les revendications sur les salaires (S.M.I.C. à 1.200 F), sur la durée du travail, pour les augmentations uniformes montrent une volonté de réaction face à l'inflation et à la hausse des prix provoquées et orchestrées par la bourgeoisie.

Il s'agit maintenant pour la classe ouvrière de prendre en main ses propres affaires.

Il s'agit d'imposer le contrôle ouvrier... Pourquoi supporter plus longtemps qu'un seul ou qu'un

quarteron de chefs décide et que la masse des travailleurs, des véritables producteurs n'ait qu'à exécuter et à subir ?

Ce sont les travailleurs et eux seuls qui peuvent juger comment accomplir leur travail. Ils doivent agir pour que le pouvoir dans l'entreprise leur appartienne, en mettant les patrons devant le fait accompli.

Ils doivent commencer à contrôler aujourd'hui la production pour en décider demain.

